



HAL
open science

Le spectacle de la police des foules. Les opérations policières durant la protestation contre le CPE à Paris

Fabien Jobard

► **To cite this version:**

Fabien Jobard. Le spectacle de la police des foules. Les opérations policières durant la protestation contre le CPE à Paris. Réseau Européen d'Analyse des Sociétés Politiques, 2010, Article téléchargeable sur le site Internet : <http://www.fasopo.org/reasopo/n27/article.pdf>. halshs-00550220

HAL Id: halshs-00550220

<https://shs.hal.science/halshs-00550220>

Submitted on 31 Jan 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fabien Jobard

CNRS – Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales¹

**Le spectacle de la police des foules :
les opérations policières durant la protestation contre le CPE à Paris**



« L'ordre public représente l'expression la plus achevée de l'autorité de l'Etat »,
Serge Gondel, chef du service central des CRS, note n° 1789 du 9 juin 1989.

« *Sure we make mistakes. You do in any war* »,
Police Commissioner, NYC, 1964, cité in **G. Marx, 1970**, p. 19.

« Quand la rue parle, c'est la politique qui répond »,
cadre CRS, 2007.

¹ Ce texte est une version développée d'un texte à venir dans l'ouvrage tiré du colloque « Les fabriques coercitives du politique », Institut français d'études anatoliennes-Fonds d'analyse des sociétés politiques, Université Galatasaray, Istanbul, 5-6 novembre 2007. Je remercie le Centre international de criminologie comparée de l'université de Montréal de m'avoir accueilli le temps nécessaire à la rédaction de ce projet d'article. Simone Zaniol nous a fait gracieusement profiter de ses photographies (<http://www.zimo.info/zenitfr.htm>).

En quoi la police des foules est-elle une pièce du jeu politique ? Comment, et jusqu'à quel point, le maintien de l'ordre, le terme policier consacré, fabrique-t-il du politique ?

La police des foules, ou ce que les policiers appellent le maintien de l'ordre, est un moment particulier de production coercitive du politique. C'est une évidence : en France, les forces de police et de gendarmerie qui interviennent au cours d'une manifestation publique sont placées sous l'autorité directe et immédiate du préfet, et du préfet de police à Paris. Le maintien de l'ordre est donc une *pièce particulière du jeu politique* : la sollicitation des forces, leur déploiement, leurs modalités d'intervention, sont des décisions prises par le politique selon l'appréciation des logiques politiques du moment. Mais le maintien de l'ordre (MO) est aussi, en des occasions plus rares, un moment de production *du* politique : la nature de l'intervention de la force publique créée ou à tout le moins affecte la manière dont les groupes sociaux et les situations sont politiquement qualifiés.

C'est à l'une de ces occasions que nous allons consacrer notre contribution : la dispersion de la manifestation du jeudi 23 mars 2006 organisée par les syndicats étudiants et salariés contre le projet de CPE². Cette dispersion a donné lieu à des scènes d'une violence considérable, qui ont engendré un malaise d'autant plus fort qu'elles se sont déroulées durant une heure ou plus, sous le regard impassible de forces de police immobiles³. La polémique s'est nourrie également du fait que les épisodes de casse, de dépouille, de bolossage et autres semblaient s'être multipliés depuis le début des années 1990, et en particulier lors des

² Ce travail s'inscrit donc dans la tradition des études de « moments de transformation » du champ politique qui ponctuent parfois des cycles de mobilisation. Voir W. H. Sewell, « Historical events as transformations of structures : inventing revolution at the Bastille », *Theory and Society*, 25 (6), 1996, pp. 841-881, F. Jobard, « L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989 », in O. Fillieule et D. della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. Sociétés en mouvement, 2006, pp. 175-200, et D. Hess et B. Martin, « Repression, backfire, and the theory of transformative events », *Mobilization : an International Quarterly*, 11 (2), 2006, pp. 249-267. Sur le mouvement lui-même, voir B. Geay (dir.), *La Protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Paris, Raisons d'agir, 2009.

³ Nous n'avons observé aucune des manifestations anti-CPE dont il sera question ici. Notre matériel est formé d'entretiens conduits pour la plupart soit à l'été 2007, soit au printemps 2008, avec des membres de services d'ordre, des cadres de la police nationale, des membres de compagnies républicaines de sécurité, des participants ou spectateurs de la manifestation (qu'il nous soit ici permis de remercier la préfecture de police pour l'accès qu'elle a consenti à ces sources, et les policiers interrogés hors de ce cadre pour leurs témoignages). Ces entretiens sont complétés par une analyse exhaustive de la presse quotidienne du printemps 2005 et du printemps 2006, ainsi que par les documents destinés à la formation au maintien de l'ordre de la Direction de la formation de la police nationale (septembre 2006), le règlement de service des CRS (version 2002), la notice pratique sur les conditions d'emploi des CRS (bureau formation CRS, DGPN, non daté – vraisemblablement fin 1991), les entretiens qu'Olivier Fillieule et moi-même avons menés au printemps-été 1995 auprès d'un panel de responsables de la police nationale du MO, notamment à la préfecture de police), et la participation à trois manifestations lycéennes tenues au printemps 2008 dans les rangs de la BIVP ou aux côtés des commandants de district. Ce matériel n'est pas exhaustif, et l'on regrettera en premier lieu qu'il ait été constitué par boule de neige, entraînant ainsi un certain biais dans la sélection des interlocuteurs, réunis par la disposition commune d'avoir accepté de me parler. On regrettera en second lieu des absents de marque, notamment les personnages auxquels l'article imputera pourtant beaucoup : le ministre de l'Intérieur de l'époque et le préfet de police.

manifestations lycéennes contre le projet Fillon du printemps 2005, à peine un an auparavant – lesquelles avaient engendré une polémique d’envergure autour du « racisme anti-blanc⁴ ».

Abstention policière devant un événement hautement prévisible... L’interprétation est au premier regard évidente : le politique a retenu la main des policiers, pour tirer le plus large bénéfice des violences intramanifestantes⁵.

L’homme providentiel

Le politique ? Savoir de qui il est question ici est complexe, du fait de la superposition de strates formelles et informelles de pouvoir sur et à la préfecture de police. Nous poserons donc ici une hypothèse, que nous qualifierons d’*hypothèse démiurgique* : Nicolas Sarkozy, ministre de l’Intérieur au moment des faits, a mis en scène ce théâtre d’inaction de violence et en a principalement tiré deux bénéfices.

Le premier bénéfice tient à la geste classique de l’*homme providentiel*. En effet, au soir même de la manifestation du 23 mars, une nouvelle journée de mobilisation est annoncée pour le mardi 28. Le vendredi 24, la polémique sur l’action de la police commence à prendre. *Libération* titre en pages 2 et 3 : « La violence s’invite dans les manifestations » : « comme en mars 2005 lors des manifestations contre la loi Fillon, le cortège parisien a été le théâtre de scènes de dépouille extrêmement violentes ». Le quotidien fait état d’un manifestant de 21 ans « grièvement blessé à la tête », hospitalisé « dans un état sérieux ». Plus inquiétant pour le politique, le quotidien à large diffusion *Le Parisien* consacre sa manchette de l’édition du samedi aux événements des Invalides (« Pourquoi les policiers n’ont pas bougé ») : « Ces images de la dernière manifestation parisienne ont choqué l’opinion publique. Ces événements relancent la polémique sur la stratégie employée par les policiers, taxés de laxisme par les coordinations d’étudiants mais aussi par des politiques de droite comme de gauche » (p. 2). Le journal rapporte ce propos de « Clément Boudin, responsable de l’encadrement à l’Unef » : « Certains éléments extérieurs avaient été extraits du cortège par nos services d’ordre en début

⁴ Ces événements disruptifs survenus lors de mobilisations de la jeunesse n’ont pas amené de forte production sociologique, à l’inverse des émeutes de 2005 qui présentaient, il est vrai, un tableau beaucoup plus clair des forces en présence et pouvaient ainsi nourrir la littérature manichéenne qui caractérise trop souvent la sociologie des émeutes. Au rang des exceptions, citons H. Lagrange et M. Oberti (dir.), *Emeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, et M. Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, Paris, Payot, 2006.

⁵ Cet article prolonge une autre situation, mais de tous les points de vue inverse, de non-emploi de la force : celle de la Nicolaikirche par les unités de maintien de l’ordre de la Volkspolizei le 9 octobre 1989 à Leipzig (voir F. Jobard, « L’impossible répression... », art. cité). Notre article entend contribuer aux répertoires « ironiques » de l’Etat, tels qu’exposés par Gary Marx dans un article fameux, « Ironies of social control : authorities as contributors to deviance through escalation, nonenforcement and covert facilitation », *Social Problems*, 23 (3), 1981, pp. 221-246.

de manif. Je ne comprends pas pourquoi les policiers ne les ont pas interpellés à ce moment-là » (p. 2). De leur côté, experts de la police et policiers consolident l'interprétation technique de l'inaction policière. Pour les uns, compte tenu du chaos régnant sur l'esplanade, de la difficulté à faire le tri entre les bons manifestants et leurs agresseurs et de l'étendue du terrain d'action, les policiers ne pouvaient intervenir. Pour les autres, CRS et escadrons de gendarmerie mobile sont des « unités constituées » (le terme fait suffisamment savant pour convaincre), par définition impropres à la manœuvre contre des cibles individuelles si mobiles que des jeunes casseurs éparpillés.

L'homme providentiel : la cérémonie inaugurale

Face à la polémique qui commence à prendre, Nicolas Sarkozy monte en première ligne. Le 24 mars, il déclare « devant une centaine de représentants des forces de l'ordre » que les manifestations « sont en train de changer de visage » et qu'il mettra en œuvre dès mardi 28 des « dispositifs » permettant d'interpeller les casseurs « un par un », et à l'intérieur des cortèges « s'il le faut » (propos rapportés par *Le Monde* du 26-27 mars, p. 9 – l'édition du lendemain ajoutera cette injonction : « Quand on voit des casseurs, on va les chercher »). Le lendemain de ces déclarations martiales, « services d'ordre et policiers préparent ensemble la manifestation du [mardi] 28 mars », pour reprendre le titre de la page 13 du *Monde*. Nicolas Sarkozy rencontre les représentants syndicaux en présence du préfet de police Pierre Mütz et des responsables de l'ordre public de la Préfecture, et leur déclare qu'il les a « entendus sur les violences » (*Le Monde*).

Le samedi 25 mars, bouleversant les routines de préparation des manifestations, Nicolas Sarkozy impose au préfet de recevoir les organisations depositaires de la déclaration de manifestation à son ministère plutôt qu'à la Préfecture, exprimant à la fois une préséance à l'égard du préfet et une volonté de cristalliser sur lui la réussite ou l'échec des opérations qui se dérouleront le mardi 28 :

« – Il y a donc, tu dis, des réunions d'affichage avec Sarko. Qu'est-ce qui se passe à ces réunions ?

– On bouffe... Ça, c'est sûr. Sinon... On prend le café... Il arrive, il parle, il dit : “Moi je suis attaché à” [...] et c'est là que je pense qu'il est sincère, et donc il dit : “Moi je veux que cela se passe bien, c'est pour ça que je vous ai fait venir. Pour autant on ne peut pas tout tolérer.” Donc, tu vois, bon... On n'est pas dupe parce qu'on sait que c'est un affichage, que ça ne nous fait pas spécialement plaisir, en plein CPE, d'être reçus au ministère de l'Intérieur, bon ça pas été

hypermédiatisé. De fait, un moment donné, on a fait savoir que stop, quoi. C'était bien gentil, mais nous on n'avait pas vocation à se pavaner au ministère de l'Intérieur. »

Yann, SO Unef

« Il y a un enchaînement qui fait qu'après les Invalides on a une réunion avec Sarkozy qui par ailleurs n'avait pas prévenu qu'il serait là... A la grande surprise, le ministre de l'Intérieur se déplace lui-même et fait la réunion. Ce n'était pas prévu, personne n'était au courant, et c'est pour ça que le soir-même quand on a dans la presse... "L'Unef a rencontré Nicolas Sarkozy", j'ai eu un moment de stress, mais enfin bon il était là. Et au final il le fait à deux reprises et... Donc, il y a une volonté politique de le faire, non pas dictée par le gouvernement, mais par un ministre en campagne déjà. »

Clément, SO Unef

« Nous ce qu'on avait demandé, c'est qu'ils bloquent les avenues un petit peu plus loin que sur le parcours direct, pour que les forces de police soient moins visibles, ce qu'avait accepté de faire Nicolas Sarkozy. Alors, la réunion n'était pas non plus... Elle avait duré 20 minutes, je crois. Et puis à la sortie comme par hasard, alors qu'aucun service d'ordre n'avait appelé la presse, à la sortie comme par hasard il y avait toute la presse. »

Caro, Unef

Acte I du cérémonial de l'homme providentiel, tout entier dans sa capacité de tirer profit de la « configuration situationnelle charismatique⁶ » ouverte par le spectacle des Invalides : l'affirmation de l'autorité hiérarchique sur le préfet de police (affirmation qui est en soi un petit coup de force, compte tenu de la hiérarchie informelle inverse entre PP et ministère⁷), la capacité de production d'une oecuménie politique autour de « sa » solution technique (l'unité de la PP et des SO devant l'ennemi commun : le casseur⁸), l'appropriation du coût politique de la manifestation à venir et, à l'inverse, la décharge de responsabilité à l'égard de celle qui vient de se produire (en se mêlant de tactique policière : « quand on voit les casseurs, on les arrête », Nicolas Sarkozy endosse le rôle de premier flic, *primus inter pares* et non pas politique au-dessus de son administration⁹).

⁶ B. Gaiti, « La décision à l'épreuve du charisme. Le général de Gaulle entre mai 1968 et avril 1969 », *Politix*, n° 82, 2008, pp. 39-68.

⁷ A. Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, Paris, Gallimard, 2006, et O. Renaudie, « De quelques aspects de l'organisation de la police à Paris », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, n° 4, 2000, pp. 789-798.

⁸ M. Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations intersectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, pp. 206-208.

⁹ Ce rôle est celui qu'assume Nicolas Sarkozy depuis la conférence donnée devant les préfets en juillet 2002, au cours de laquelle il expose qu'il sera comptable de l'action des troupes policières. Cette prise de rôle est cruciale, parce qu'elle montre le degré d'investissement politique dans le capital policier et le degré de risque auquel l'action des forces de police expose le ministre. Nous y reviendrons.

L'homme providentiel : la cérémonie de clôture

Acte II du cérémonial : l'excellence du MO le 28 mars. Alors que, le jeudi 23, les « unités constituées » étaient comme frappées d'anémie devant la violence de groupes que l'ubiquité, la mobilité et la fragilité rendaient immaîtrisables, le mardi 28 offre un tout autre tableau. C'est qu'en l'espace de quelques jours les forces de l'ordre semblent avoir « inventé » (Eric, membre du SO enseignant), pour leur plus éclatant succès, le maintien de l'ordre.

Ils ont, tout d'abord, inventé les *agents infiltrés* dans les cortèges, passant en partie outre aux réticences des services d'ordre. Rémi Barroux, journaliste au *Monde*, l'annonçait dans l'édition datée du mardi 28 :

« Ces dispositifs, notamment la possibilité d'aller chercher les fauteurs de trouble à l'intérieur des manifs, ont été rejetés par les responsables syndicaux. Tous ont opposé une fin de non-recevoir à l'idée que les FO pourraient entrer dans les cortèges pour venir interpellier les casseurs. Mais des policiers en civil pourraient néanmoins évoluer dans les défilés pour repérer les plus violences, voire les en extirper. »

On en trouve l'écho dans les perceptions de membres de services d'ordre :

« Il y a eu un énorme changement entre les Invalides et la dernière. Entre-temps, ils avaient inventé les équipes mobiles, matraques télescopiques dans la manche et tout. C'est comme ça que ça s'est passé à République. »

SO enseignant

« Comme l'opinion se retourne sur le fait que c'est n'importe quoi [*i.e.* le MO du 23 mars], du coup on va organiser des choses et vraiment on sent la différence... C'est indescriptible la différence entre une manif où la police encadre... Je veux dire : c'est impressionnant de différence. C'est-à-dire que... Tout le monde sait qui est qui dans la manifestation, aussi bien les casseurs que les organisations politiques, et quand la police décide de bloquer des jeunes reconnus à l'entrée des gares de RER, ça fait que notre seul problème, dans la manifestation, c'est d'avancer. [...] Sur le parcours, on sent quand même l'effet police. Il suffit de se retourner pour voir à chaque fois un ou deux policiers, qui sont là pour observer, et tout de suite un groupe mobile les faire intervenir. On sent la différence, quoi. »

Clément, SO Unef

« En fait il y avait la manif qui s'est terminée place de la République [...] qui était une semaine après je crois. Et en fait je me souviens être retourné à place d'Italie pour voir comment le

problème allait être réglé. Et là encore une fois c'est pareil... Il y avait des petits groupes. Alors, de ce que j'ai vu, il y avait des mecs... des mecs, jeunes, et noirs [...]. Alors tu avais ces petits groupes et là ça devenait carrément ridicule, des petits groupes de petits mecs qui se déplaçaient et qui étaient suivis par le même nombre de keufs en civil. Et alors tu le vois bien, parce que le flic en civil c'est pas un civil : c'est un flic en civil, tu vois [rires]. Donc suivis par les types comme ça, et c'était fascinant ce petit ballet-là. »

Journaliste-manifestant

Le mardi 28 mars, la police, conjointement aux organisations syndicales, a inventé *le pragmatisme* et la dissolution précoce du cortège, afin d'éviter l'arrivée sur la place où les violences étaient susceptibles de se dérouler :

« – Le problème aussi à République, c'est qu'ils faisaient évacuer les gens avant qu'ils arrivent sur la place de la République. Comme ça commençait, dès qu'ils sentaient qu'il y avait des casseurs, ils ne laissaient plus les gens arriver sur la place, et ils disloquaient avant l'arrivée.

– Mais alors, pourquoi ne l'ont-ils pas fait aux Invalides, s'ils l'avaient fait à République ?

– Peut-être qu'ils s'en sont rendu compte à la manif Invalides, et puis ils l'ont appliqué à la manif République. Ils ont été un peu avarés, si on peut dire. Peut-être, je ne sais pas. »

CRS syndiqués

« – Comment ça se passe, cette manif à République ?

– Super. Super.

– Pourtant tu avais des casseurs.

– Oui, mais on ne les voit plus. Il n'y a qu'à la fin que ça part en couilles. Mais pourquoi ça part en couilles ? Parce qu'il y a les autonomes qui rentrent dans le jeu. Et donc en plus nous on arrive, on a toujours été en tête. Nous on arrive. Le responsable du SO de la CGT qui vient me voir. Il me dit : "Voilà, je t'explique la situation, c'est le bordel place de la République, les mecs sont là, il faut que vous dispersiez là et pas là." Je lui : "D'accord, pas de problème, comment on fait donc pour sécuriser ?" Il me dit : "C'est déjà sécurisé, il y a une zone tampon avec les gars de la CGT, et donc vous pourrez arriver." En gros ils avaient fait un arc de cercle avec autres syndicats et nous on pouvait glisser dans la courbe de l'arc de cercle et donc c'était absolument comme dans un fauteuil, aucun problème. »

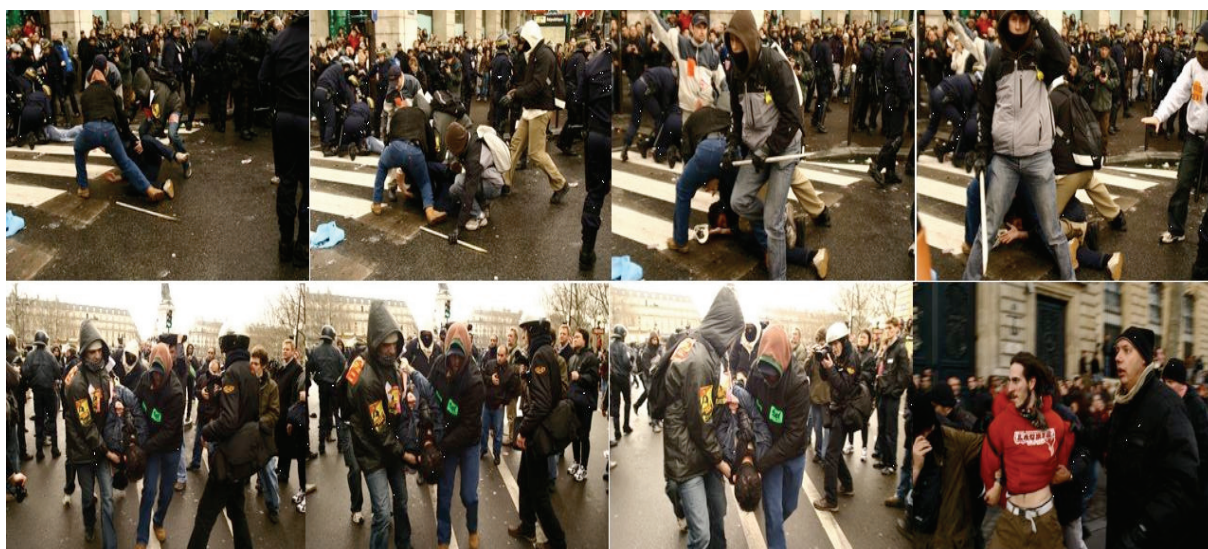
Yann, SO Unef

« Et on a des groupes mobiles de syndicats qui sont organisés et on a fait le travail avec le groupe de l'Unsa [*i.e.* le SO du syndicat Unsa-Police, formé de policiers et de "grands frères"]. Bon, c'est la police, professionnalisme reconnu et puis surtout l'histoire des grands frères où on a ces groupes-là qui sont là, qui connaissent les jeunes, même s'ils ne connaissent pas ces jeunes-là

en particulier, et de fait au final ce n'est plus du tout le même dispositif. Il y aura toujours des problèmes en fin de manifestation. Notamment, il y en a une qui arrive à la République et où on a toujours des affrontements importants entre des jeunes et des CRS et là pour le coup des vitrines qui se font piller, Go Sport, Courir, mais au final il y a une ligne totale de syndicats de salariés pour séparer complètement les manifestants.

SO, Unef 1

Planche 1 – Le 28 mars, le policier en civil fut



Par ailleurs, la police semble retrouver, avec ce qu'elle avait laissé au vestiaire quelques jours plus tôt, *l'emploi de la force* – y compris par ses « unités constituées » –, parée à une intervention « en tenaille » :

« La manif d'après, qui part d'Italie, pareil, mais qui arrive à Bastille et République, on l'avait préparée, la tenaille, et là c'était largement différent. Là, on s'était préparé : on avait sélectionné les unités et les commissaires, parce qu'on voulait, sur cette opération, des commissaires qui sachent commander, qui connaissent bien ces situations (nous aussi, on sélectionne, parce que les commissaires qui ont la vraie expérience MO, on les connaît bien). Et sur cette manif-là, ils [*i.e.* les casseurs] n'ont pas bougé du cœur de la manif. Ils sentaient qu'ils n'avaient pas le terrain pour eux. Parce qu'au fond, c'était une manif reprise en main par les syndicats, alors ils ne bougeaient pas. Résultat, ça s'est à peu près bien passé. Quoi qu'il ne faille pas non plus sous-

estimer la violence des gars non plus : à la République, on a eu un lieutenant CRS qui s'est pris un jet de... de petite haltère dans la figure, il est resté dans le coma, polytraumatisé facial, je ne sais pas où il en est maintenant, mais je sais qu'il a dû subir plusieurs opérations du visage. Donc on avait la tenaille, on avait prévenu les organisateurs, ils savaient qu'au pont d'Austerlitz (je les revois encore, je m'y étais posté pour être vraiment sur le terrain à ce moment-là), on interviendrait, et puis... bah, on n'a pas donné l'ordre. Mais pour les Invalides, on n'avait pas imaginé que ça se passerait comme ça. On avait imaginé qu'ils nous rentreraient dedans, qu'ils nous sauteraient dessus, qu'ils pilleraient... Mais pas ça. »

Cadre policier, DOPC

Au cérémonial de l'unité formée par le ministre autour des nécessités du maintien de l'ordre succède donc *l'éclat de la supériorité tactique et technique des forces de police*. Place de la République, quelques dizaines, peut-être trois cents jeunes cherchent l'affrontement avec les policiers, brisent des vitrines, s'en prennent aux commerces de la place, jettent des projectiles sur le cortège manifestant qui s'exfiltre, protégé par le cordon des SO. Mais l'intervention de la police touche à l'excellence.

Selon *Le Parisien* du mercredi 29 mars, dès 16h30, sur la place le service d'ordre est « sur les dents », un magasin de téléphones mobiles est pillé, des policiers en civil interviennent et interpellent. A 19h30, le gros des casseurs et autonomes qui ont pu passer le barrage des services d'ordre sont sur les lieux. A 20h20, le camion-pompe disposé sur la place entre en action et balaye toute la demi-face nord de la place, une surface stationnée entre les boulevards Voltaire et République, la rue du faubourg du Temple et le terre-plein central, essentiellement devant le magasin Go Sport où sont par ailleurs disposés les fonctionnaires de CRS auxquels les policiers en civil remettent les individus interpellés. A 21 heures, CNN interrompt ses programmes pour un « *breaking news* » montrant la place de la République qui « ressemble un peu à la place Tian An Men de Pékin ».

C'est pourtant à cette heure que les derniers foyers d'affrontement sont calmés. A 21h15, Nicolas Sarkozy arrive sur le côté nord de la place, félicite les forces de l'ordre quelques minutes, serre des mains de policiers en uniforme et repart. A 21h30, le dispositif est levé. A 22 heures, la PP communique les chiffres de cinq policiers blessés, de cinquante manifestants blessés et de cinq cents interpellations. Ils estiment avoir identifié environ mille cinq cents « casseurs » et trois cents « anarcho-syndicalistes ».

Planche 2 – Le 28 mars, le camion-pompe fut



Conclusion naturelle de la cérémonie d'ouverture tenue à la Préfecture avec les organisations syndicales : la cérémonie de clôture par laquelle, place de la République à 21h15, Nicolas Sarkozy vient se mêler à ceux qu'il a fait les siens, les policiers, serrer la main des hommes de première ligne et clore ainsi l'épisode de désordre. L'ordre est rétabli. // a rétabli l'ordre.

Les Invalides : une épreuve quasi expérimentale de validation politique

La séquence du 23-28 mars 2006 ne relève pas seulement de la performance politique, de la *politics*. Elle est également un moment particulier de consolidation des représentations politiques. Le spectacle du déchaînement de violence sur l'esplanade des Invalides est une mise à l'épreuve grandeur nature, en situation quasi expérimentale, qui fait la démonstration empirique de la justesse de la position théorique de Nicolas Sarkozy sur la société française. Laquelle n'est pas divisée par un clivage idéologique gauche/droite, ni par un clivage de classe entre ouvriers et classes supérieures, ni même par un clivage racial. La société est

principalement et radicalement divisée par une ligne qui sépare la barbarie de la civilisation, le chaos de la paix, la racaille des gens biens. C'est d'ailleurs la démonstration qu'il rappelle quelques jours plus tard ; avec modestie et non pas, comme au soir du 25 octobre 2005 sur la dalle d'Argenteuil ou lors des émeutes tant cette fois, sur l'esplanade des Invalides, les images, selon l'expression consacrée « parlaient d'elles-mêmes ». Le voici face aux lecteurs du *Parisien* (le quotidien qui avait questionné le plus frontalement les tactiques policières du 23 mars), au lendemain du rétablissement de l'ordre place de la République :

« – *Question* : Qu'avez-vous prévu contre les casseurs qui discréditent les manifestants anti-CPE ?

– *NS* : J'ai toujours dit qu'il y avait les casseurs d'un côté, les étudiants et lycéens de l'autre. Je ne fais pas d'amalgame. Cela dit, j'ai de grandes inquiétudes parce que nous assistons à un déchaînement de violence inouïe de la part de deux à trois mille voyous qui viennent pour casser et piller. C'est inadmissible. Mon objectif est d'éviter les bavures, que l'on puisse manifester dans la sécurité. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas autorisé les charges de CRS quand les manifestants sont encore là. On me dit : "faites la différence entre casseurs et lycéens". Mais c'est impossible. Ils ont le même âge et sont habillés de la même façon.

– Vous craignez le syndrome Malik Oussekiné ?

– Les brigades motorisées n'existent plus. Mais ma responsabilité est que cela se passe bien. J'ai eu à gérer vingt-cinq nuits d'émeute en novembre, il n'y a pas eu un seul mort.

– *Question* : N'avez-vous pas contribué à la violence en utilisant des mots comme "racaille" et "Kärcher" ?

– C'est grotesque. Ce n'est pas parce que j'ai traité de racaille des gens qui sont des voyous et ne méritent que la prison qu'il y a des problèmes dans les banlieues. Si vous allez chez le médecin pour une maladie grave et qu'il vous donne un remède contre le rhume pour ne pas vous traumatiser, changez vite de médecin. Quand on met le feu à un bus avec un handicapé dedans, on est un assassin, un barbare ; je suis le ministre de l'Intérieur qui dit qu'il y a des voyous et de la racaille en banlieue et les gens qui vivent sur place le savent.

« Nicolas Sarkozy rencontre les lecteurs du *Parisien* », édition du 29 mars 2006.

Les violences de l'esplanade des Invalides constituent en effet un moment particulier de publicité, de visibilité de la violence dont la racaille est capable, et ce dans des conditions de quasi-laboratoire puisque cette fois, à la différence d'événements antérieurs (comme l'épisode du kärcher à La Courneuve de juin 2005 ou celui de la racaille sur la dalle d'Argenteuil en octobre 2005), l'intervention policière ne provoque pas l'événement. La pelouse de l'esplanade des Invalides est comme la paillasse du laboratoire : la jeunesse, ou plutôt *les* jeunessees laissées

à leur destin, sous l'œil du spectateur. La presse ne s'y trompe pas, qui relate la violence sans phrase des casseurs :

« Il faudrait pouvoir décrire minute par minute la violence inouïe de ces jeunes (une quarantaine de garçons et une dizaine de filles, nettement plus calmes) venus principalement de Bobigny et de Drancy : les claques distribuées au hasard alors qu'ils courent le long du cortège, les petits groupes de cinq ou six personnes qui se jettent sur un lycéen, le font tomber et le rouent de coups, les jeunes filles tabassées à coups de pieds, les "balayettes", dont ils sont si fiers, qui renversent leurs victimes, les pierres jetées aux policiers, les portables volés, les appareils photo arrachés. On les suit et on voit leurs sourires, on les entend se raconter leurs performances : "tu as vu ce que je lui ai mis". Au moins une quinzaine d'agressions ont été ainsi commises en une heure par le groupe. Le CPE, ils n'en ont rien à faire [...]. Par téléphone, ils n'ont cessé de renseigner sur l'arrivée des retardataires, attendant d'être au complet pour partir pour Paris. Presque tous ont revêtu l'uniforme caillera (survêtement à capuche, gants, sac à dos) pour pouvoir se dissimuler et courir vite. Quelques-uns ont apporté des fringues de rechange pour échapper aux repérages. »

Luc Bronner, « Au cœur d'une bande du 9-3, le plaisir de la violence »,
Le Monde, 25 mars 2006, p. 10.

La presse charrie son lot de témoignages, qui viennent consolider les représentations politiques martelées par le ministre de l'Intérieur. Le courrier des lecteurs de *Libération* en témoigne, le lundi 27 mars, la veille d'une autre manifestation interprofessionnelle :

Courrier titré « Comme les pitbulls de Sarkozy » : « Double gain pour la droite : ils servent ainsi une propagande d'extrême droite et permettent de ratisser des voix, tout en semant la terreur chez les opposants au CPE. »

Second courrier, titré « Ultraviolence aux Invalides », par un photographe présent sur les lieux : « Les Invalides étaient bien plus que ce que vous décrivez. C'était une zone de non-droit, un lieu d'anarchie et de violences totales et aveugles [...]. L'esplanade des Invalides est devenue une zone d'une violence terrible. J'ai vu à une dizaine de mètres de moi un jeune manifestant se faire passer à tabac par cinq ou six lascars, j'allais prendre la photo, un lascar m'a vu, un autre ; j'ai juste eu le temps de courir et de me réfugier derrière un cordon de CRS. Sur l'esplanade, tout le monde était une proie. Même les lascars, puisqu'ils se battaient entre eux. Un ami à moi, habillé normalement, a juste eu le malheur de dire, à lui-même mais à côté d'un lascar : "bon dieu, mais pourquoi ils font ça", voyant un keupon se faire éclater la gueule sur un trottoir. Il s'en sort bien, n'a pris que quelques coups avant qu'un lascar sympa le sorte de là. »

C'est en ce sens que la manifestation des Invalides est un *transformative event*¹⁰. L'expérimentation fonctionne à merveille : même les professionnels de l'ordre, les policiers que nous avons interrogés, relèvent le degré de violence tout à fait inhabituel dont les casseurs se sont révélés capables :

« Vous savez, j'ai des civils de chez nous qui sont venus ici et qui étaient limite de voir le psy. Les violences auxquelles ils ont assisté, le fait qu'ils étaient au milieu de tout ça sans pouvoir rien faire, désarmés, je vous assure qu'ils étaient traumatisés. On en a eu deux, ici, qui, je vous le dis, ont quasiment dû se rendre auprès du psychologue. Que voulez-vous ? En face, ce ne sont pas des enfants de chœur. Les nôtres ont vraiment eu peur. »

Cadre policier DOPC

« On a une présence qui est dissuasive, c'est sûr. Mais bon des fois, on a affaire à des gens en face qui si ils ont envie d'en découdre et bien, bien souvent, ils vont s'attaquer à des grands. C'est étonnant, mais c'est... Par provocation, hein, bien sûr. C'est même étonnant, mais... Des gens qui ont une haine, une haine, c'est incroyable. Moi j'ai vu une violence... Et quand je dis de la violence, c'est vraiment de la violence. Ça m'a surpris. Cette haine ... Même les jeunes... »

SO syndicat policier 1

« Au CPE, c'était terrible, ils avaient des hordes... C'était infernal, infernal, infernal. Comme des mouches... Tout le monde était effaré par la mobilité de ces gamins, hein, 14-15 ans... Maximum. Tu te souviens ? Michel il voulait jouer au caïd ! Il s'est pris un coup de poing dans la gueule [rires]. »

SO syndicat policier 2

« Il faut dire, les types de banlieue, ce sont vraiment des violents. Ils frappent fort, ils sont vraiment cruels. Je me souviens d'un type sur l'esplanade. Nous, dans notre langage, c'était typiquement la "mouvance contestataire" : treillis, la crête sur le crâne, tout l'attirail. Les types lui ont foncé dessus, ils lui ont mis une vraie danse : l'ont cogné à terre, le gars il faisait peine à voir. Non, vraiment, ce ne sont pas des tendres, on ne peut pas dire. »

Cadre CRS

De leur côté, les spectateurs de la manifestation (qu'ils fussent participants ou non) rapportent une violence inédite à leurs yeux, d'une forme et d'une intensité neuves, qui rend difficile leur qualification. Bien souvent, dans les entretiens, le vocabulaire employé pour décrire les jeunes a du mal à se stabiliser, du fait de la difficulté à reconnaître aux jeunes

¹⁰ D. Hess et B. Martin, « Repression, backfire, and the theory of transformative events », art. cité.

violents une rationalité minimale partagée avec le spectateur, ainsi d'autant plus désorienté, la peine à trouver le descriptif qui convient ajoutant d'ailleurs au désarroi. C'est le cas de cette femme, interrogée parce qu'elle avait depuis ses bureaux une vue aérienne de l'esplanade (« on dirait des animaux, je suis désolée d'employer ce mot-là »).

« Il y a eu une espèce de vide sur l'esplanade, on a eu l'impression c'était vraiment le calme avant la tempête, des camions de journalistes qui arrivent, qui se mettent devant l'hôtel des Invalides au niveau du rond-point, ils étaient prêts, ils attendaient la manifestation et on voit s'installer... ça devait des CRS en ligne, dans la rue Saint-Dominique en face [...]. Et là, au lieu de voir une manifestation arriver, on voit les casseurs qui déboulent. Et moi le premier choc, c'était la quantité de monde. On savait qu'il y avait des casseurs autour de la manif, mais je m'attendais à en voir, j'en sais rien, mais peut-être bêtement une vingtaine. Et là je vois ces... ces jeunes, quoi, qui se jettent sur les camions de journalistes, qui vident les camions, qui repartent avec caméras, appareils photo, etc. Je vous dis ce que j'en voyais, hein après... Je vois les journalistes qui courent dans tous les sens, qui vont se cacher derrière les voitures qui restaient garées, parce qu'il y en avait encore garées. Ils s'écartent, ils se cachent, avec leurs casques de moto pour se protéger. Et alors pour moi c'est une vision... vision de guerre, quoi. Les journalistes se cachent et se font caillasser, tabasser, arracher les caméras, les appareils photo, se font jeter à terre, à coups de pieds. La première chose qui moi me marque c'est : les lignes de CRS ne bougent pas. Et ça va être comme ça pendant toute la durée de la manif qui se déroule ici. Et je me souviens, j'étais ici, j'étais hyper choquée. Mais je pense qu'on a des expériences différentes à la violence et quand on n'y a pas été confronté, bon... Mais le sentiment que je vais avoir tout au long de l'après-midi, c'était un déchaînement total encadré dans ces murs que forme l'esplanade [...]. Il y a quand même des passants et ils s'attaquent à eux par groupes. Ils les dépouillent. Ils leur prennent les sacs, les chaussures, tout ça, et ils courent tout en se désapant pour pas se faire reconnaître de l'autre côté de l'esplanade. Donc il y a déjà beaucoup d'animation quand le cortège arrive. Et du coup il avance très lentement. Et il y a... c'est pareil, tout ça n'est pas très précis. Mais moi ce dont je me souviens, ces groupes de casseurs qui attaquent le cortège, rentrent dans le cortège, chopent deux ou trois manifestants. Voilà moi j'ai beaucoup de souvenirs de filles qui se font tirer par les cheveux, arracher machin, et pareil [les casseurs] repartent en courant, se dispersent pour pas se faire... [...]. Beaucoup de filles. Ça m'a vraiment marquée, les jeunes filles qui se sont fait attaquer. Et je me disais "putain ça pourrait être moi". Ils chopent une personne, ils la tirent, ils l'éloignent du cortège, ils la mettent à terre, ils la tabassent, ils lui piquent les affaires, les chaussures [...]. On les voit se prendre des coups de pied dans la tête, hein, donc je me dis... un moment ça va déraper et donc on a ce truc-là. Je dis à [mon collègue] : "On dirait des animaux." Je suis désolée d'employer ce mot-là, mais vraiment on dirait des animaux qu'on a laissés dans une cage pendant des années et

qu'on a excités en tapant du bâton pendant des années en disant... et qu'on lâche d'un coup [...]. Ce qui m'a marquée, moi, c'est la violence des coups. Les coups de pied dans la figure, les filles à terre, les coups de pied dans le ventre. J'ai l'impression que je peux le tolérer, que mon cerveau peut le tolérer quand c'est une bagarre entre des gens qui ont envie de se battre, mais contre des gens qui sont pris pour cibles, ça, je n'avais jamais vu ça. »

Spectatrice balcon 1

Ses collègues, moins choqués pourtant, peinent tout autant à définir les jeunes auteurs de violence. Pour la première, ce sont des Zébulons, des êtres animés par le mouvement, « des espèces de ressorts sur les Invalides », que la raison ne domine plus (« zéro contrôle », « comme des animaux dans une grande cage ») :

« On a vu arriver des casseurs [...]. On a commencé à voir arriver de petites grappes, par quatre, cinq, mais avec au moins une bonne heure voire deux heures d'avance sur l'arrivée de la manifestation. Ils ont commencé, ça sautait un peu en l'air partout. Pour moi, je me disais... Si je me souviens bien, ils sont restés une bonne heure, une heure et demie avant, je me souviens, ils tapaient, ils cassaient les voitures qui étaient garées là. A mon avis une bonne heure, une bonne heure et demie [...]. Moi, vous savez, quand j'étais petite, il y avait un dessin animé qui s'appelait Zébulon, c'était un petit personnage sur un ressort et j'avais l'impression d'avoir ça. Des espèces de ressorts sur les Invalides. Et ça nous a laissé l'impression de zéro contrôle. C'est ça qui nous a inquiétés, nous. Aucun contrôle, de personne, sur rien. Voilà, il y avait des électrons, des ressorts, qui avançaient. Alors des petits groupes qui avançaient et puis d'un seul coup pop ! ils partaient dans tous les sens, ou alors ils partaient à droite, ils cassaient une voiture et puis ça s'arrêtait, ça redevait presque bon enfant. Et puis d'un seul coup hop ça repartait dans l'autre sens. Ils n'étaient pas tous ensemble, ils n'étaient pas... Ça avait un côté... Ils étaient par trois, quatre un peu partout comme des... comme des bêtes dans une... je ne sais pas... enfin des animaux dans une grande cage [...]. Puisqu'on a bien vu d'ailleurs des journalistes, au début, avant l'arrivée des manifestants ils se jetaient sur tout ce qui ressemblait à des journalistes, et puis les passants, hein, il y a eu la fameuse passante qu'on a vue dans les journaux¹¹ [...]. Donc une espèce de violence gratuite vraiment incroyable.

Spectatrice balcon 2

Le troisième collègue posté sur le balcon dominant l'esplanade se retranche explicitement derrière l'appellation imposée de « casseur » pour faire l'économie de qualifier les auteurs de violence :

¹¹ Des photographies publiées par l'hebdomadaire *Newsweek* montraient une jeune femme à talons hauts bousculée, mise à terre et frappée par un petit groupe d'hommes. Un an après, des emprisonnements fermes étaient prononcés.

« On était au quatrième étage, on les a vus arriver. En fait, tu avais surtout des flics là [en protection du MAE], et tu avais des rangées de CRS, mais globalement au début, les flics étaient surtout là, sur la voie qui mène à la tour Eiffel. Ce qui s'est passé, c'est qu'avant même l'arrivée des manifestants, donc dès le début, sont arrivés en courant très rapidement les groupes, je vais les appeler "casseurs", bon enfin donc les casseurs sont arrivés et très rapidement ce qu'on a tout de suite vu, c'est qu'il s'en sont pris aux camions de presse qui étaient disposés là, et les flics ont commencé à les repousser un petit peu, mais mollement [...]. Assez rapidement, les premiers groupes de la manif arrivent, je ne sais plus bien l'ordre des cortèges, d'ailleurs assez rapidement l'Unef-ID a regroupé ses troupes, serrées, et le SO devait plutôt être bien fait, mais les casseurs entrent dans les rangs, essaient d'arracher des portables, des trucs, et il y a des dégâts dès le début à l'intérieur de la manif, on voit des filles qui commencent à crier, etc. Et puis progressivement ils arrivent et ils commencent à occuper toute la place [...]. Moi, j'ai rarement vu... Bon, moi je faisais surtout des manif à X, donc c'est vrai que c'est des plus petits effectifs et tout, mais même les manif lycéennes de 1999, des trucs comme ça, qui étaient pourtant décrites comme des manif qui charlaient, non j'ai rarement vu ça. Tu me diras, j'ai rarement été en haut, d'un autre côté. »

Spectateur balcon

Pour ce journaliste venu en curieux, qui confesse un goût certain pour les scènes de désordre, la surprise est également considérable (« je crois que c'est la seule fois de ma vie »). Elle précipite là encore le recours au vocabulaire animalier (« la seule métaphore possible, c'est une métaphore animale ») :

« Au début on ne comprenait pas bien, tu vois, parce qu'on était... On voyait des groupes de manifestations (des jeunes, des gens avec des drapeaux) et puis on a commencé à voir très vite... tout à coup un mec se faire bousculer... Bon, on ne comprenait pas très bien. Et puis après deux petits mecs... Sauf que, tu vois, on voit ça une première fois, puis une deuxième fois une petite baston entre un petit groupe de trois, je crois, deux mecs et une fille, et puis sont arrivés deux petits mecs... Mais ça arrivait très très vite, comme des sortes d'éclairs. Et en fait l'ambiance en l'espace de quelques minutes, on a ressenti une ambiance très flippante, en fait. Je crois que c'est la seule fois de ma vie... Bon, j'étais pas à Gènes, donc j'ai... j'ai... je suis assez peu habitué à la violence, et je crois que c'est la première fois que j'ai vraiment flippé [...]. Et puis ça procédait toujours de la même façon : tu avais un mec qui arrivait, qui sautait sur quelqu'un (fille, garçon, assez indifféremment) et si la personne réagissait, il y en avait trois autres qui arrivaient. Ça arrivait très très vite. Donc j'en ai vu poussés au sol, il y en avait un qui essayait d'arracher un sac, la personne se débattait... Et alors le pire c'est si la personne essayait de se défendre, où là elle se faisait encore plus [...]. Moi, au bout d'un moment, de façon à la fois

perverse et lâche, je suis monté sur les espèces de promontoires d'Air France, pour regarder. Et là pour le coup c'est devenu fascinant. C'est devenu fascinant ! C'est-à-dire que tu vois la guerre... Des sortes... En fait c'est horrible, parce que la seule métaphore possible c'est une métaphore animale. C'est atroce, ce que je vais utiliser, mais en gros tu avais l'impression d'une sorte de masse, entre l'étourneau et je ne sais pas quoi d'autre [rires], d'une masse qui se déplaçait faisait des mouvements comme ça sur la pelouse, et qui était... [...]. Ce qui était très étrange, c'est que c'était une violence qui était... A la fois, elle était vraiment violente, avec des gens qui se faisaient évacuer avec le nez en sang, notamment un mec de la radio, d'ailleurs, un mec de France Culture, que je ne connais pas personnellement mais qui était là-bas pour bosser, il a eu un problème au genou, il s'est fait opérer plusieurs fois... [...]. J'avais l'impression que le terrain était transformé en vaste terrain de jeu... Parce qu'au début ils trouvaient du monde, mais passé un moment, il n'y avait plus personne, tu vois. Ils n'avaient plus personne à chasser, donc tu avais une sorte de mouvement qui faisait des... qui désignaient des... C'était très étrange [...]. Ça tombait n'importe où. Et sur les isolés. Et nous on était isolé. Et puis ça posait le problème que bon... Quand ça tombait à côté de toi, et bien si tu n'y vas pas c'est horrible, et si t'y vas, tu te fais castagner. Et moi j'ai pas les armes. Ça posait... Ça posait une question personnelle. Au bout d'un moment, tu as plus peur que ça tombe sur ton voisin que ça tombe sur toi. »

Journaliste-manifestant

Même qualificatifs du côté des organisations étudiantes :

« Ça a été une manif, je crois en mars, ça a été à la mi-mars, le 23 mars, ça a été la manif qui s'est terminée aux Invalides, je crois, il me semble, un truc comme ça, où là on a été... Ça a été une manif essentiellement de jeunes avec un certain nombre d'organisations syndicales, je crois la CGT, Force ouvrière qui avaient appelé à la manifestation à ce moment-là, mais qui était essentiellement composée de jeunes, mais qui de fait a vu l'afflux d'un certain nombre de casseurs à ce moment-là. Et de fait il y a eu pour nous, et notamment pour moi, une prise de conscience de mieux s'organiser pour protéger les manifestants [...]. Le déclic ça a été pour nous vraiment cette manifestation-là, parce que pour le coup c'était vraiment nos manifestants qui étaient pris en charge, qui étaient pris en... pour cible par ces gens-là. Bon, et donc nous on avait anticipé parce que le mot d'ordre qu'on avait donné en assemblée générale en amont c'était une organisation de service d'ordre par université qui se mette en place, et qui avait pour vocation de protéger le cortège et de faire tampon avec ces groupes extrêmement mobiles par ailleurs et euh... Moi, à ce moment-là j'animais le cortège et donc j'étais bien placé pour les voir et c'est vrai qu'ils ont un... enfin ils n'ont pas de fonctionnement en l'occurrence. C'est des essaims de moineaux qui se déplacent à toute vitesse, sur les côtés, devant, derrière, on ne sait jamais d'où ça peut venir. »

Yann, SO Unef

N'insistons pas. Le déchaînement de violence qui s'empare de l'esplanade se déroule dans des conditions de laboratoire : un espace majestueux, des policiers impassibles, un voisinage inédit de mondes sociaux d'ordinaire étanches les uns aux autres, des aires de retrait protégées (le promontoire d'Air France), qui permettent une vue des plus exactes sur la scène... La démonstration est faite que la violence est gratuite et barbare. Gratuite, parce que cette fois, à la différence des émeutes d'octobre-novembre 2005, point de mort, de déclaration incendiaire ni de morgue gouvernementale. Barbare, en ce qu'elle se produit dans une indifférence absolue à l'égard de ses cibles, pourvu qu'elles soient dans l'incapacité manifeste de se défendre (hommes, femmes, protestataires, passants), de l'effet des coups portés et de la conjoncture (rappelons en effet que les jeunes manifestants déclarent manifester à la fois pour toutes les jeunesses menacées par la précarité).

Sans qu'il soit donc besoin de provoquer la violence, celle-ci se déchaîne de son propre mouvement ; démonstration est faite que la violence anomique préexiste à sa répression ou à sa gestion politique et que la racaille préexiste donc à sa désignation infâmante par Nicolas Sarkozy sur la dalle d'Argenteuil le 25 octobre 2005.

Les bénéfices de cette séquence de politique coercitive sont tels que seule l'hypothèse démiurgique est à même d'en éclaircir l'occurrence : Nicolas Sarkozy est le démiurge de cette séquence. C'est une hypothèse, plus précisément une hypothèse par inférence : la démonstration est faite le 28 mars par la police *a posteriori* et *a contrario* qu'elle pouvait empêcher les violences. Pour consolider l'hypothèse, en l'absence de sources matérielles, il faut examiner si les conditions étaient également propices à un tel dispositif policier dissuasif, le 23 mars aux Invalides.

L'hypothèse démiurgique : quand le politique retient la police

Une police en suspension

Ce qui a rendu possible ce théâtre, c'est bien l'impassibilité policière. En même temps que la violence des jeunes, c'est l'impassibilité des forces de l'ordre qui frappe les spectateurs. Selon tous les témoignages, le déploiement policier est impressionnant. Son immobilité autant.

« – Au cours de la manif des Invalides, à partir de quel moment la présence des casseurs était-elle évidente ?

– A partir de Montparnasse. A partir de Montparnasse... On voyait des bandes qui tournaient, on voyait des échauffourées. On a dû nous-mêmes essayer un raid. Plus on allait vers les Invalides,

plus c'était tendu. Et arrivé aux Invalides, bon, et bien c'était le Bronx total. Bordel total [...]. Et puis la place était complètement fermée, avec des points de barrage et des points de filtrage. Des gens sont partis pour essayer de sortir, croyant qu'il s'agissait de points de filtrage, et non, c'était des points de barrage [...]. Et alors là il n'y avait plus de SO. Du coup, on était en situation anémique. On n'avait plus de capacité collective de protection, et ceux qui se faisaient choper se faisaient choper, quoi.

– Vous aviez des infos dans le cortège ? On vous disait que c'était le bordel sur les Invalides ?

– Non, non, non. Il y a plein de flics, plein de cars de CRS, etc.

– Vous ne savez pas ce qui se joue sur la place ?

– Non.

– Où sont les flics sur l'esplanade ?

– Je ne les ai pas vus. Ils étaient sans doute côté... Côté VII^e arrondissement. Ils devaient être vers la Tour-Maubourg. Eux, on les voyait. Sur l'esplanade, il n'y avait pas de policiers. Rien. Et elle est superlarge, l'esplanade. Alors ils étaient sur leurs barrages, donc autant dire qu'il n'y avait personne. Elle était totalement laissée à elle-même l'esplanade, totalement laissée à elle-même.

– Et des flics en civil ?

– Non non. J'ai vu des scènes, super gore, de gens se faire dépouiller, frapper, et puis des gens se précipiter, essayer de les sortir de là, se faire taper à leur tour et rien. Et des mecs avec des bâtons au milieu, non, je n'y crois pas [...]. Non, à mon avis ils n'y étaient pas, il n'y avait personne. Ou s'ils y étaient, ils étaient en observation. Aucune intervention policière. L'esplanade était rendue complètement à elle-même. Alors sans doute il y avait des mecs. J'imagine très bien des mecs qui rendaient des comptes. Mais je n'ai vu personne rentrer dans le truc. »

SO enseignant

« Au final, le sentiment, sur l'ensemble de la manifestation, c'est qu'on a été laissés seuls pour organiser la manifestation et que s'il n'y avait pas eu les salariés on ne serait pas arrivés vivants sur la place [...]. Et aussi une instrumentalisation de la part du politique pour dire évidemment qu'il y a les jeunes petits-bourgeois qui manifestent, et les jeunes de banlieue à côté... bah voyez il faut leur trouver du travail, ils ne sont tout de même pas allés jusqu'à dire qu'ils étaient favorables au CPE. »

Responsable SO Unef 1

« Mais le sentiment que je vais avoir tout au long de l'après-midi, c'était un déchaînement total encadré dans ces murs que forme l'esplanade. C'était terrain de jeu, avec les CRS autour et qui, mais alors, qui ne bougent pas ! Et puis avec des images de casseurs venant provoquer les CRS, leur jeter des pierres, etc., et les CRS ne bougent pas. Et pendant tout le déroulé de la manif, les échanges qu'on a ici, on se dit : "Mais c'est incroyable, ils ne bougent pas il y a des gens qui se

font tabasser, mais enfin ils n'ont pas le droit, ils ne peuvent pas, ils ont forcément ordre de ne pas bouger, sinon c'est un carnage." Pendant tout le déroulé du truc, ça va être ça. »

Spectatrice balcon 1

« Moi les CRS je ne les ai pas vus sur l'esplanade. Parce que je me souviens, on les regardait et on se disait : "Ils ne veulent rien faire, quoi, ils ne veulent pas d'incident, ils ne veulent pas de pépins." Et c'est vrai qu'il y avait une telle violence, on sentait que tout pouvait arriver, on se disait : "Ils ont des ordres." Oui maintenant vous me rappelez ça, à plusieurs reprises on s'est dit entre nous : "Ils ont des consignes, vraiment, de ne pas bouger." Parce qu'il fallait des raisons : quand ils se sont attaqués aux journalistes, je me souviens, ils se sont attaqués aux journalistes, et il y avait des mecs qui mettaient leurs casques et on s'est dit plusieurs fois que les forces de l'ordre auraient pu leur venir en aide et on s'est dit que vraiment ils avaient l'ordre de ne pas bouger, de ne pas intervenir et de tout faire pour qu'il n'y ait pas un pépin, un incident avec les casseurs. »

Spectatrice balcon 2

« – Les unités chargées du maintien de l'ordre, rétrospectivement, comment tu juges leur action ?

– Vachement passif.

– Qu'est-ce qui te fait dire ça ?

– Vachement passif. Parce que [il réfléchit]... Parce que d'un côté je me souviens qu'ils étaient inflexibles, parce que je me souviens tu avais une fille genre étudiante blanche, t'imagines, de l'Unef de base en train de pleurer, parce qu'elle est complètement paniquée par ce qui se passe, elle essaie de passer rue Saint-Dominique, et les mecs : « Non, on ne passe pas, etc. » Sauf que d'un autre côté, ses potes à cette fille-là, ils se faisaient tabasser sans souci. Alors je me doute que comme il y avait tellement de monde, les flics pouvaient difficilement intervenir parce que la manif continuait à... Les gens continuaient d'arriver, c'est ça l'histoire, et je ne sais pas combien de temps ça a duré la dispersion des cortèges. Il y avait toujours de la chair fraîche qui arrivait, prête à se faire casser en deux, entre guillemets. »

Spectateur balcon

Le journaliste que nous avons interrogé, qui était venu, rappelons-le, en simple curieux, est allé au hasard d'une de ses déambulations s'enquérir auprès d'un fonctionnaire d'une CRS du déploiement policier.

« Et puis j'ai vu qu'il y avait un truc qui se passait rue Saint-Dominique, je ne me souviens plus si c'était une bagnole cramée ou je ne sais plus quoi [...]. Et un moment j'ai abordé un CRS qui me demandait de me pousser, je lui ai dit : "Je suis journaliste", et il me dit : "Bon, mais même", et je lui dis : "Mais pourquoi vous ne faites rien ?" Et le mec m'a dit, alors je ne saurais plus te

retrouver exactement, je ne sais plus s'il m'a dit : "Je suis dégoûté", ou si il avait l'air dégoûté. Mais le type, il avait l'air vénère, tu vois. Il ne comprenait pas ce qu'il foutait là. Enfin, moi, c'est le sentiment qu'il me donnait en tout cas. Et je lui dis : "Mais vous avez des ordres ?", et le gars me dit : "Mais moi je fais ce qu'on me dit." Evidemment, il n'allait pas me dire... Et puis il ne devait pas non plus savoir exactement... Et il regardait. C'était assez dingue. Il y avait ce petit groupe de CRS qui étaient là ; ils regardaient et... Ils étaient un peu effrayés, j'avais l'impression. Enfin, c'est l'impression que j'ai eue. »

Journaliste-manifestant

Le déroulement de la journée ne laisse pas de place au doute : la police n'est résolument pas intervenue. L'étonnement des acteurs est d'autant plus grand que la manifestation du 23 mars 2006 s'inscrit dans un cycle beaucoup plus ancien de mobilisations de la jeunesse. Le désastre était annoncé.

Un désastre annoncé de longue date

L'inaction policière est d'autant plus frappante que les acteurs de la protestation, engagés pour la plupart depuis le milieu du mois de janvier, avaient anticipé les risques qui se poseraient à cette manifestation. L'exaspération croissait en effet face à l'écart entre un mouvement qui ne cessait de grossir et un gouvernement qui semblait ne pas vouloir lâcher le moindre lest dans cette confrontation¹², après l'épuisement des voies parlementaires de recours (le 21 février, la motion de censure déposée par le Parti socialiste à l'Assemblée nationale est rejetée, le 9 mars la loi est adoptée en urgence). L'attente que suscitait la décision attendue du Conseil constitutionnel, après sa saisine la semaine précédente par l'opposition et la première manifestation nationale le 18 mars, est considérable.

Mais ce cycle protestataire s'inscrit surtout dans une histoire contemporaine des manifestations de jeunes (lycéens ou étudiants), qui avait un an auparavant déjà débouché sur une polémique d'ampleur lors des protestations contre la loi dite « Fillon » visant la réforme du lycée, à l'occasion de laquelle un magistrat, Didier Peyrat, avait mis en place une commission d'enquête (avortée) sur la manifestation des 8 et 15 mars 2005, le Parti socialiste et la FCPE avaient dénoncé la « passivité des forces de police », François Hollande demandant lui aussi la formation d'une commission parlementaire, le tout suivi à partir du 25 mars 2005 par la pétition

¹² C'est le lendemain de la manifestation des Invalides que Jacques Chirac, de Bruxelles, annonce avant même la rencontre entre le Premier ministre et les organisations syndicales : « Quand une loi a été votée par le Parlement, elle doit être appliquée. Ce qui n'empêche pas naturellement de discuter telle ou telle modalité. »

« contre le racisme anti-Blancs » initiée par Alain Finkielkraut, Jacques Juliard, Bernard Kouchner et Pierre-André Taguieff.

De ce fait, l'événement Invalides ne prend personne au dépourvu, sauf le degré de violence mobilisé par les jeunes. Du côté des services d'ordre lycéens, les événements de 2005 avaient rappelé la nécessité de parer à toute nécessité et avaient amené un surcroît de professionnalisation de l'organisation.

« Moi, le souvenir que j'ai c'est qu'on a plus géré ça [*i.e.* on a mieux fait face] en amont au moment des manifs CPE qu'au moment des manifs lycéennes. Parce que les manifs lycéennes (*i.e. de 2005*), le souvenir que j'ai, c'est qu'on était surpris. C'était quand même d'une violence extrême. Enfin, moi, personnellement, j'ai été assez traumatisée par cet événement-là parce que voir des fous complètement déstructurés socialement débarquer et taper sur tout ce qui bouge, c'est quand même assez violent quoi, surtout des jeunes de 15 ans, on se dit : "Comment on va les récupérer ?" C'est assez bizarre et moi je me souviens qu'on avait peu organisé ça en amont, en tout cas à la première manif [*i.e.* contre le CPE] et à partir de la deuxième manif on a fait appel à des services d'ordre de syndicats genre Unsa-Police, c'est un service d'ordre assez sérieux, la CGT, le Parti communiste, pour protéger les cortèges. »

Militante-cadre Unef

« – Qu'est-ce qui, du point de vue du service d'ordre de l'UNEF, a changé, de 2005 à 2006 ?
– De 2005 à 2006, c'est l'utilisation de la force directe. Nous, en tant qu'organisation, on agit directement pour protéger les jeunes qui participent et les manifestants. C'est pas en 2006 que nous avons le plus tapé, c'est en 2005. Parce qu'en 2005, pour le coup, les jeunes du début jusqu'à la fin sont laissés à eux-mêmes, si ce n'est une participation des syndicats de salariés, mais qui n'appelaient pas à manifester, et donc qui n'avaient que leurs permanents habituels [...]. Là où on avait le plus tapé, c'est à ce moment-là parce que là on avait envoyé des groupes de vingt-trente personnes ravager les gens en face pour mettre un stop à la situation. Parce que c'était nous ou eux. Donc là le mouvement social ne se laisse pas abattre, c'est simple ; que ce soit par les néo-nazis ou par des jeunes, quelles que soient leur volonté ou leur finalité, on ne se laisse pas taper. Entre mars 2005 et mars 2006, c'est ça : c'est la prévention de cet aspect-là, parce que nous on sait qu'on va avoir ce genre de problèmes. Les groupes mobiles, un service d'ordre organisé, le comptage préalable pour savoir qui on aurait, le rappel des anciens, pour encadrer aussi, participer, ce genre de situations, on anticipe. Avec les syndicats salariés, on met la barre haut dès le début, qu'ils soient là pour encadrer, parce que tout seul on n'encadrera pas. »

Responsable SO Unef 1

Le cycle de manifestations étudiantes menacées par l'imminence des casseurs ne s'est du reste pas ouvert en 2005. Les épisodes du pont de l'Alma et du magasin C&A en 1990 ont inauguré un cycle de violences intramanifestantes qui s'est caractérisé d'abord par une violence contre les biens (commerces, biens publics), notamment lors des manifestations contre le Contrat d'insertion professionnel (CIP) au printemps 1994¹³ ; puis, de plus en plus fréquemment et de plus en plus intensément, par une violence contre les personnes, des groupes de manifestants ou des manifestants isolés devenant la cible d'autres jeunes : l'antériorité et la fréquence de ces événements (vécus lors des manifestations contre le plan Juppé en 1995, contre le projet Lang en 1999, lors de la protestation contre le Licence-master-Doctorat [LMD] en 2003, contre le plan Fillon en 2005¹⁴) s'accordent mal avec une imprévisibilité des désordres au cours du mouvement de 2006.

« Mais quand on compare 2006 avec les militants de 1995, on s'en sort bien. Ce qu'on m'a raconté, c'est qu'en 1995 le service d'ordre de l'Unef ne pouvait assurer qu'une seule chose, c'est que la pauvre sono du syndicat ne se fasse pas voler. Mais tous les gens autour se faisaient voler, même la première ligne se fait voler, on ne pouvait rien faire... »

Responsable SO Unef 1

« Nous on n'était pas formé à ça, on ne savait pas gérer, et à part faire des cordons pour protéger les manifestants. Et effectivement on est extrêmement amer vis-à-vis des forces de l'ordre parce que les mecs ils nous voyaient nous faire défoncer, quoi. Les seuls qui nous aidaient, c'était les syndicats de salariés, et moi j'avais trouvé ça très très dur à gérer. Mais moi je parle de ça c'était il y a dix ans. Moi j'ai été précipité sur ce truc-là, alors que j'avais jamais été confronté à ça. Et puis personne ne sait quoi faire, personne ne sait réagir... »

Responsable SO Unef 2

¹³ O. Fillieule, *Stratégies de la rue : les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, pp. 344-348.

¹⁴ J. Legois, A. Monchablon et R. Morder, *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007.

Planche 3 – Le 23 mars, tardif ratissage



A la lecture des événements de l'esplanade des Invalides, on se surprend à constater la forte capacité d'anticipation de la part des services d'ordre et la prise au dépourvu des forces de police, comme si cette dernière, où l'on sait l'importance du rôle joué par l'information et le renseignement dans la mise en place des dispositifs de maintien de l'ordre¹⁵, avait disposé de sources d'information plus faibles que le mouvement social lui-même :

« – En ce qui concerne le déroulement des manifs [du mouvement CPE], est-ce qu'au fil du mouvement elles ont changé de nature ?

– Oui, par définition, au moment où le mouvement s'est massifié. Nous, on a senti le besoin de renforcer nos liens avec les confédérations et en interne de nous préparer à tout ça. Pour plein de raisons. La première, c'est parce que devant la massification des manifestations, c'était important qu'il y ait un service d'ordre qui soit là [...]. Je dirais que le tournant pour nous il a été de deux ordres. D'une part devant la prise de notoriété de Bruno (*i.e.* Julliard), on n'avait pas été confronté depuis longtemps à un président de l'Unef qui soit autant reconnaissable et identifiable [...]. Et ensuite devant... Ça a été une manif, je crois en mars, ça a été à la mi-mars, le 23 mars,

¹⁵ O. Fillieule, *Stratégies de la rue...*, *op. cit.*, pp. 174-177. Compte tenu des réformes frappant l'organisation du renseignement en France, je n'ai pu interroger les acteurs des Renseignements généraux sur cette journée. David Dufresne assure qu'ils ont massivement averti des troubles qui allaient survenir, ce qui explique en partie le nombre imposant de forces disponibles.

ça a été la manif qui s'est terminée aux Invalides, je crois il me semble un truc comme ça où là on a été [...].

– Avant la manif sur les Invalides, vous aviez quelles infos ? Vous aviez anticipé quelque chose ?

– On s'y attendait. On s'y attendait parce que comme je disais tout à l'heure on sentait que la pression montait. Et par définition plus le mouvement se massifie, plus il est exposé, d'une certaine manière. Et de fait on sentait que la pression montait et les lycéens, notamment, étaient rentrés dans le jeu de la mobilisation depuis le début du mois de mars. Et de fait quand les lycéens commencent à sortir dans la rue, on sait que le risque à ce niveau-là est un peu plus accru et plus important et donc de fait on avait anticipé à ce niveau-là. On sentait, on savait qu'il allait se passer des choses. Bon, au final, en ce qui concerne cette manifestation-là les choses se sont passées plutôt... pas trop mal passées... En ce qui concerne les manifestants, hein, pas tout ce qui concerne autour [...]. Même si sur la deuxième moitié du cortège il a commencé à y avoir un certain nombre d'agressions, parce que de fait c'était une grosse manifestation, donc à un moment donné la vigilance elle se relâche, donc dans la deuxième partie du cortège les choses ont commencé à partir un petit peu en vrac, et puis l'arrivée aux Invalides où là pour le coup ça a été la débâcle, et où ça s'est complètement déchaîné et où il y a eu des agressions, des bastons, des lynchages, hein, où moi j'ai vu des trucs de fous furieux, de ces nuées de moineaux qui tombaient sur la gueule de jeunes lycéens esseulés qui avaient le malheur d'être un petit peu isolés et qui du coup passaient à la moulinette et en 30 secondes c'était terminé. »

Responsable SO Unef 3

« – En mars 2006, à la manifestation qui s'achève place des Invalides, vous aviez anticipé la présence massive de casseurs extérieurs ?

– Celle-là oui. Plus que les autres. Parce que c'était déjà la énième manif de suite et qu'on avait vu les manif de lycéens, auxquelles on avait participé, et qu'on s'était pris les casseurs de plein fouet. De fait, celle-ci était plus préparée que les autres, et c'est ce qui a permis qu'il y ait au final des incidents, mais qu'ils soient toujours en marge, mais à la fin quand les gens sont partis surtout [...]. Notamment, je crois que cette manif était partie de place d'Italie et je me souviens que ma sœur m'avait appelé parce que sur le chemin entre les lycées d'à-côté et la manif il y avait déjà de la casse. Au final, on sent la pression monter. »

Responsable SO Unef 1

En revanche, policiers et services d'ordre manifestants s'accordent sur un point en ce qui concerne la manifestation du 23 mars : les fauteurs de trouble auraient pu être éloignés au moment où la tête du cortège arrivait sur la place du 18-Juin-1940, en haut de la rue de Rennes, au pied du centre commercial de la Tour-Montparnasse.

Une occasion manquée : la place du 18-Juin-1940

L'anecdote est rapportée dans l'ouvrage très pertinent que le journaliste David Dufresne a consacré au maintien de l'ordre¹⁶ : les policiers n'ont pas eu recours à la charge ni à toute autre tactique qui eût éloigné les casseurs car la salle de commandement les en a empêchés – ceux-là-mêmes qui entreprendront de charger se feront rappeler à l'ordre par leur hiérarchie. L'un des cadres du MO parisien revient sur ce qui se joue entre le terrain et la salle de commandement :

« Place du 18-Juin, en haut de la rue de Rennes. On avait quatre cents mecs, je les vois s'engouffrer dans la petite rue en contrebas, qui longe la rue qui monte vers la gare [rue de l'Arrivée]. J'avais une compagnie en haut, en protection de la gare. Je les voyais s'engouffrer là-dedans, c'était bon : on pouvait les prendre en étau dans ce petit bout de rue. On isolait trois cents mecs, on les embarquait, on cassait le truc. Je propose cette solution : je fais ripper la compagnie de la gare vers la rue, je monte devant la tête du cortège, on s'engouffre dans la rue... J'ai proposé à l'autorité civile [le chef de district], et là on m'a dit "Niet". On ne l'a pas fait. »

Cadre CRS

Ce qui retient l'attention, ici, est la convergence des vues entre les professionnels de la force publique et des (demi-)profanes des services d'ordre. Tous, en effet, désignent ce moment particulier de la manifestation comme une occasion gâchée – peut-être *volontairement* gâchée.

« – Est-ce que tu te souviens du passage de la manif vers Montparnasse ?
– Je me rappelle que Montparnasse avait été un point de fixation. Je me souviens notamment d'une fille. Elle s'était fait défoncer la gueule, elle avait pris un coup de pied dans la tête, elle avait un énorme cocard, défigurée. C'est marrant, parce que c'était une fille d'origine maghrébine qui s'était interposée entre des bandes de jeunes qui étaient en train de dépouiller en leur disant "On est tous ensemble" et elle s'était pris un coup de pied dans la gueule. Preuve aussi que c'est plus compliqué qu'une simple opposition ethnique. »

SO parti-syndicat

« – Lors de la manif des Invalides, à partir de quel moment la présence des casseurs était-elle évidente ?
– A partir de Montparnasse. A partir de Montparnasse. On voyait des bandes qui tournaient, on voyait des échauffourées. On a dû nous-mêmes essayer un raid. Plus on allait vers les Invalides, plus c'était tendu. Et arrivé aux Invalides, bon, et bien c'était le Bronx total. Bordel total. »

SO enseignant

¹⁶ D. Dufresne, *Maintien de l'ordre. Enquête*, Paris, Hachette, 2007.

« – Tu penses qu’il aurait été possible pour [les policiers] d’intervenir plus tôt dans la manifestation, avant les Invalides, ou ce n’était pas possible ?

– Oui. Objectivement oui. A Montparnasse. A Montparnasse, tu as la possibilité, parce que... Je me revois très bien arriver sur Montparnasse et là c’était vraiment hallucinant, tu avais les casseurs partout autour. Alors, j’entends le risque parce que tu avais le centre commercial, la gare pas loin et tout, c’est un peu compliqué, mais objectivement l’endroit où ils auraient pu canaliser les bonshommes, c’était ici. Parce qu’il y avait l’espace. Il aurait fallu qu’ils mettent les moyens humains de sécurisation de tout l’aspect centre commercial et gare sur les côtés pour éviter que les mecs rentrent dans le centre commercial, dévastent le centre commercial et tout, mais objectivement il y avait la place. Je pense qu’ils auraient pu à ce moment-là les prendre en tenailles parce que... Les mecs étaient pas si nombreux que ça, en vérité. Il faut pas se... C’était pas le mouvement lycéen [*i.e.* de 2005]. Il y avait... sans te mentir, franchement s’il y avait six cents mecs c’était le bout du monde, je pense. Maximum. Maximum... C’étaient pas les groupes énormes qu’on avait pu voir avec Fillon où là c’était l’horreur. Y compris parce que, au final, je pense que c’est dû au fait qu’ils n’étaient pas si nombreux que ça ils ne se sont pas autant attaqués au cortège que ç’aurait pu l’être. Donc à ce moment-là, je pense que les forces de l’ordre auraient pu... Je ne suis pas en train de te parler d’interpellation, je te parle de canalisation. Ils auraient tout à fait eu la possibilité d’analyser et de les prendre en tenailles. Tu aurais pu avoir des groupes qui auraient, etc. Mais au final ils auraient pu, et ils auraient évité surtout que quand on arrive les mecs soient déjà sur place [...].

– Et Montparnasse, ils ont procédé à des interpellations, ils ont fait quelque chose ou ils ont laissé passer le cortège ?

– Non [...]. Tu vois, c’est en te racontant les choses que je m’en souviens maintenant. C’est entre Montparnasse et les Invalides que je me rappelle très bien les mecs qui courent et je me rappelle très bien d’une femme qui hurlait, la pauvre, de peur et de terreur, parce que dans la foule elle avait perdu son petit frère, tu vois. Elle était dans un état, c’était... Je m’en souviendrai toute ma vie tu vois, de cette femme qui pleurait parce qu’elle avait perdu son petit frère, tu vois. C’était horrible. C’était horrible. »

Responsable SO Unef 3

Le sentiment de « solitude » (SO Unef 1) des animateurs de la manifestation est d’autant plus marqué à l’arrivée sur la place du 18-Juin-1940 qu’en dépit de leur nombre relativement faible ou, pour épouser la perception des acteurs, de leur nombre « maîtrisable », les forces de police semblent se retenir de jouer le rôle de courroie de transmission des services d’ordre syndicaux – rôle qu’ils joueront pourtant à la perfection quelques jours après, le mardi 28.

« – Les affrontements continuent comme ça sur tout le chemin. On part ensuite sur le boulevard [de Port-Royal] et là on a les plus gros moments de tension du cortège, parce que c'est à ce moment-là qu'on a les plus gros problèmes dans le cortège, et c'est en arrivant à Montparnasse qu'on a un moment de blocage complet du cortège parce qu'on a devant nous une zone complète de non-droit, on voit des affrontements entre des effectifs de police disposés plus loin et des bandes de jeunes qui courent sur la place et on a aucun contrôle dessus et où on voit d'ailleurs sur le centre commercial à gauche, on voit la police qui observe les mouvements de foule mais à ce moment-là aucune action des forces de l'ordre non seulement dans les cortèges parce que c'est un accord entre nous, de fait, mais pas non plus devant ; et là du coup on voit qu'il n'y a aucun dispositif pour faire en sorte que cela s'arrête et à un moment donné il y a des gens qui sont isolés parce qu'il y a une ligne de la CGT, le cortège et devant du coup ces gens-là. Rien n'est fait pour les bloquer.

– Quelle était la disposition des forces de police à Montparnasse ?

– De mémoire... J'aurais du mal à le dire... Mais il me semble qu'ils précédaient la manifestation. Parce que les salariés, la CGT notamment, avaient bien dit "Nous on est là pour faire tampon", ils étaient, je ne sais plus, cinquante ou soixante, « on est là pour faire tampon entre la manifestation et les problèmes, et si on en a la possibilité on mettra les problèmes devant nous pour qu'ils soient séparés et que vous soyez en capacité de les interpellier et de faire votre travail". Donc accord tacite : "Dans les cortèges vous ne faites rien, c'est le mouvement social qui gère cela, et dehors vous les séparez." D'ailleurs sur tout le parcours, tout le travail des salariés c'est de nous séparer d'eux. Ils y réussissent à Port-Royal, lorsque là ils tapent et du coup ça part plus loin. Ils y arrivent encore une fois à Montparnasse, il ne se passe rien, ou alors quelques interpellations, des policiers en civil ou déguisés ou autre. Aucune interpellation massive. On a un sentiment de solitude extrêmement fort [...]. En tout cas à Montparnasse, il n'y a pas d'intervention des forces de l'ordre. Le plus choquant va être après, puisqu'on continue sur la route qui mène jusqu'à Varenne et ensuite aux Invalides. C'est sur ce boulevard-là qu'on a vraiment le choc : l'absence totale des forces de l'ordre. C'est quand on arrive sur ce boulevard que l'absence totale est telle que la CGT arrive à ce que la principale bande de jeunes, qui était tout de même importante, cinquante à cent individus, ils arrivent à les repousser dans une rue. Une situation : on a le boulevard, une rue perpendiculaire. Pendant 50-100 mètres on n'a pas de rue qui leur permette de revenir, et la CGT arrive à les bloquer à ce moment-là. Dans tout ce passage-là, il n'y a aucune intervention... Ce qui fait que les mêmes individus reviennent, et vont occuper la place des Invalides. Ce qui fait que c'est là qu'on voit le choc, qu'on se sent vraiment seuls [...]. Et on arrive place des Invalides. Place des Invalides qui apparaît comme une zone de guerre où par ailleurs nous, la tête de cortège, on ne sait pas où on va. »

Responsable SO Unef 1

Quittons un instant les souvenirs des acteurs et concentrons-nous à présent, pour mieux saisir l'étendue de ce qui n'a pas été mis en œuvre, sur les moyens disponibles en matière de MO. Les demi-savants de l'époque interrogés dans la presse après les Invalides se plaisaient à souligner le caractère massif et peu enclin au mouvement des unités de MO présentes sur le terrain. Or, cette appréciation ne correspond plus à ce qu'est la doctrine actuelle du MO. Mais, avant même d'aborder les aspects les plus neufs de la doctrine actuelle du MO, essayons de voir ce qui, dans les stocks plus anciens de compétence et de savoir-faire, pouvait être mobilisé pour faire face aux jeunes violents.

Les moyens classiques du MO

Les moyens tactiques disponibles dans les répertoires des Compagnies républicaines de sécurité¹⁷ laissent voir un éventail assez étendu de ressources qui auraient pu être employées – au-delà de celles qui ont été mises en œuvre, dans une chorégraphie parfaite, le 28 mars suivant (infiltration par des agents en civil, coordination avec les services d'ordre, tenaille ou projet de tenaille, camions-pompes).

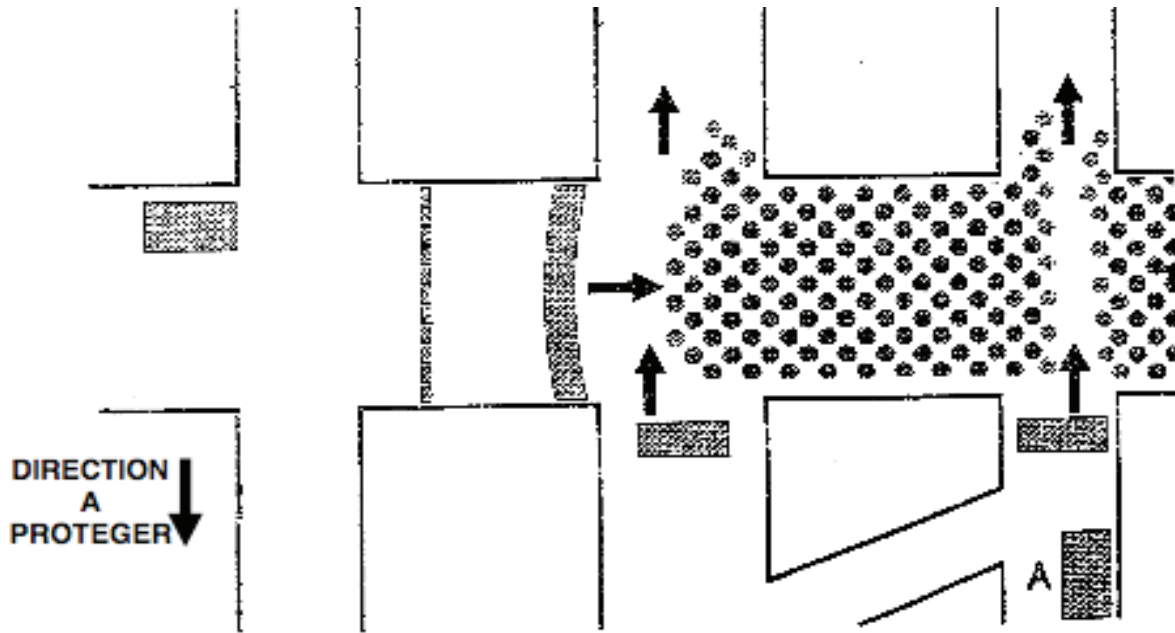
Il y a d'abord, sur le parcours, la technique dite du « tronçonnement », qui permet de sectionner le gros du cortège pour maintenir un espace vierge autorisant l'action contre des nébuleuses de jeunes violents (nous reprenons ici les termes en usage dans les documents policiers).

« Le tronçonnement est synonyme d'éparpillement de la foule. Très souvent, un cortège ou une manifestation interdits, de même qu'un attroupement sont composés d'éléments hétérogènes (femmes, enfants, militants, curieux, etc.) et quelquefois de groupuscules actifs participant à l'agitation de masse. En vue de faciliter un refoulement ultérieur, il est en certaines circonstances intéressant de séparer ces diverses parties en plusieurs tronçons afin d'obtenir une plus grande efficacité dans l'action engagée. Cette tactique de séparation obtenue par le tronçonnement est une suite possible et indépendante des refoulements en ligne, ceux-ci étant conditionnés par la topographie des lieux. Le tronçonnement peut être suivi d'un refoulement et d'une dispersion. »

DFPN/INFPN/DOC – septembre 2006.

¹⁷ Nous n'avons pas eu accès à des documents comparables du côté de la gendarmerie nationale, dont des escadrons faisaient également partie du dispositif MO le 23 mars.

Cette manœuvre se laisse apprécier sur le schéma suivant. C'est celle que l'on voit appelée de leurs vœux, rétrospectivement, par le SO de l'Unef, notamment après l'épisode de la place du 18-Juin-1940.



A cette opération, qui eût pu être menée avant l'arrivée sur l'esplanade des Invalides, on peut ajouter celle visant à prévenir les désordres annoncés depuis longtemps par le refoulement de fait des jeunes violents sur l'esplanade et le spectacle de la violence qu'ils exercèrent d'abord sur les journalistes. On pense en particulier à l'opération de « contrôle de zone » :

« Cette mission consiste à occuper le terrain en interdisant la libre disposition d'une zone par un attroupement :

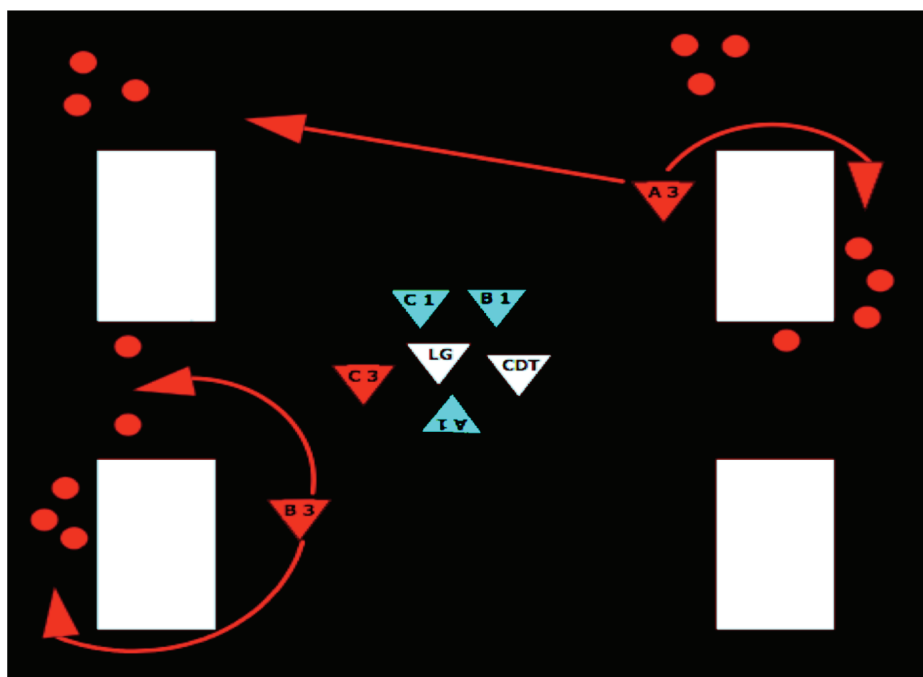
- en décelant et en suivant tout mouvement à l'intérieur de cette zone ;
- en agissant contre les éléments identifiés comme participant à l'attroupement.

Ce déploiement peut être réalisé en zone urbaine (cité, centre-ville) comme en zone rurale.

Ce type d'intervention est souvent consécutif à des violences urbaines et revêt un caractère particulier, d'une part du fait du comportement des manifestants qui agissent en groupes mobiles ou isolément, et d'autre part de la configuration des lieux (immeubles, passages étroits, parties communes communicantes). Il impose la prise en compte d'un espace vaste dans lequel l'unité doit être mobile. »

DFPN/INFPN/DOC – septembre 2006.

Compte tenu de l'ampleur du dispositif déployé le 23 mars, le contrôle de zone pouvait être effectué par plusieurs demi-unités, comme sur le schéma suivant :



Au-delà de ces moyens « historiques » des unités constituées, auxquels il convient d'ajouter les moyens humains de la police urbaine (au premier rang desquels les unités plus maniables constituées par les Compagnies d'intervention de district, mais aussi, répétons-le tant ils ont joué un rôle de premier plan quelques jours plus tard, les policiers en civil des Brigades anticriminalité détachés des CSP d'arrondissement et des Brigades d'information de la voie publique des districts, voire les agents des sections sportives spécialement affectés sur le terrain comme ceux que j'ai pu voir lors de mes observations du printemps 2008), il faut indiquer les moyens nouveaux disponibles contre les nébuleuses, induits par l'évolution radicale de la doctrine de MO depuis le début des années 1990.

Les mutations contemporaines du MO

Les textes qui organisaient les CRS jusqu'au début des années 1990 étaient clairs, la doctrine est au caractère irréfutable de la compagnie (210 hommes le plus souvent) :

« 12. Respect de la structure réglementaire des unités : le fractionnement des compagnies, unités tactiques élémentaires, est proscrit. Cette disposition n'exclut pas la possibilité d'une articulation particulière en vue de l'exécution d'une mesure préventive, d'une manœuvre ou d'un dispositif, pourvu que les sections soient maintenues en liaison réciproque et sous le commandement du chef d'unité. En tout état de cause, les compagnies doivent rester constituées quand des mesures d'intervention (barrages, dispersion d'attroupements, dégagements de voies obstruées ou de locaux indûment occupés, etc.) sont susceptibles d'être décidées. »

« Conditions d'emploi des CRS, force de réserve ministérielle, pour les besoins du maintien de l'ordre public », note du ministre de l'Intérieur aux préfets, 5 août 1980.

Ce point est rappelé, par exemple, dans une note du service central des CRS adressée à l'ensemble des chefs de groupement et des commandants de compagnie : seules des circonstances absolument pacifiques et calmes sauraient tolérer le fractionnement des compagnies :

« Dans le premier cas, tel que les dispersions d'attroupements, les unités doivent rester constituées. Dans le second, l'emploi d'une demi-compagnie peut être admis lorsque la manifestation apparaît susceptible de se dérouler sans trouble à l'ordre public. »

Chef du service central CRS, PN/CRS1789, 9 juin 1989.

Or, les choses ont nettement évolué à partir du début ou du milieu des années 1990. En réponse justement aux résurgences des phénomènes de casse constatés lors de la manifestation dite « du pont de l'Alma » (ou « du magasin C&A ») du 12 novembre 1990, et à la dissolution des Pelotons voltigeurs mobiles (PVM) en 1986, à la suite de la mort de Malik Oussekin. Le pillage du magasin C&A est le premier épisode, depuis les manifestations d'autonomes de la fin des années 1970, où l'inaction policière est mise en cause :

« Parce que l'évolution, c'est : au lieu de rester dans une stature défensive et en évitant les blessés... et moi je me souviens de cette image catastrophique pour nous, qui avait été le travelling complètement ravageur pour nous au moment du pillage du magasin C&A il y a quelques années, une CRS avec arme au pied dans la rue d'Odessa. Pourquoi ? Parce que si on intervenait, les jeunes revenaient à toute vitesse dans le cortège de la manifestation, et là on avait de la casse assurée. »

Cadre DOPC

Au début des années 1990, après avoir expérimenté, en vain, des véhicules de type Buggy au sein des manifestations pour amener des forces répressives au plus près de jeunes violents ou de groupes infiltrés, la Direction centrale de la sécurité publique (DCSP) essuie les affronts des manifestations contre le CIP, caractérisées par une multiplication des scènes de casse.

« J'ai passé cinq ans à la compagnie moto [*i.e.* PVM], de juin 1975 à janvier 1979. Là, j'ai passé du bon temps, c'était dynamique. J'ai commandé à moto le PVM. C'était un truc qui marchait bien. Je regrette un peu sa dissolution. C'était une arme vraiment efficace et on n'a pas retrouvé l'équivalent. Elle pouvait être contestable sous certains aspects, mais au niveau de l'efficacité c'était parfait, surtout à l'époque puisque le caractère des manif s'est beaucoup assagi par rapport à 1975 [...]. On est en recherche permanente de quelque chose qui peut remplacer le PVM. On a acheté des 4x4, et personne n'a jamais voulu qu'on les sorte parce que ça fait trop. Et puis je crois que ça ne sert à rien. Je ne suis pas persuadé de l'efficacité de ces jeeps. Ce n'est pas comme la moto. Dès lors que l'on a des obstacles, des voitures en stationnement, je ne vois pas des 4x4 rouler à tombeau ouvert sur les trottoirs. »

Cadre DOPC PP, 1995 (entretien réalisé avec O. Fillieule).

Inspiré des équipes légères d'intervention de la gendarmerie mobile, le service central des CRS met sur pied des unités légères d'intervention, puis bouleverse la conception même du maintien de l'ordre en fractionnant (toujours sous l'autorité d'un même commandant) la compagnie en sections autonomes (dotées chacune d'un véhicule et d'un relais hiérarchique), elles-mêmes divisées en deux types de groupes : les sections de protection et d'intervention (SPI) et les sections d'appui et de manœuvre (SAM).

« Les changements majeurs datent en fait de 1994. En 1994, les marins-pêcheurs. Agressions violentes avec les fusées de détresse, etc. [...] C'est ce qui donne naissance aux boucliers-véhicules, avec d'ailleurs l'aérospatiale, qui a étudié quel genre de combustion n'allait pas... Dans le même temps se développe tout ce qui est Robocop, entre guillemets, c'est-à-dire tout ce qui est carapace, etc. Et dans le même temps, le CIP, les nébuleuses changent de doctrine. Les nébuleuses deviennent plus mobiles, parce que faites non plus d'extrémistes, de gauche, de droite, enfin peu importe, en tout cas de gens qui ont une nature politique, mais des gens qui sont finalement de banlieues difficiles, et qui deviennent des nébuleuses. C'est ça, 1994. Et là, dans le même temps, la nécessité s'impose de savoir comment finalement cibler des gens qui sont turbulents, en rentrant dans la manifestation, en allant extraire tel ou tel qui est un meneur, qui pose des difficultés, sans casser en face. C'est ce qu'on appelle pendant la guerre du Golfe et tout les "frappes chirurgicales". C'est là que naît la nouvelle version des sections de protection et

d'intervention et des sections d'appui et de manœuvre. Alors qu'on s'alourdit [*i.e.* l'agent individuel], il faut qu'on trouve la solution pour qu'on soit léger, suffisamment léger pour aller faire une opération d'extraction, chercher l'un des types en toute sécurité : [...] SPI, SAM et tout. Et c'est là que l'histoire des banlieues commence à se préciser. Donc la réflexion va plus loin : comment faire évoluer le maintien de l'ordre pour qu'on passe d'une capacité d'intervention rapide à un groupe organisé, une ligue constituée, etc. ? [...] C'est-à-dire que jadis vous aviez la compagnie et ses quatre sections. La section était un groupe très organisé avec ses boucliers, ses FLG, etc., mais ne bougeait pas en tant que telle. Son entité, c'était la section. Donc dans les sections on a créé des groupes. Dans une section aujourd'hui, vous avez trois groupes. Ces groupes-là sont devenus... alors, pas autonomes, mais ont une capacité au sol, puisque chaque groupe a un véhicule. Ce qu'on a fait, en fait, c'est qu'on s'est organisé de manière à être plus mobile contre ces excès. Y compris lorsque la compagnie est rassemblée : on a une capacité d'ouverture, d'agir face à des événements telle une nébuleuse. Mais aussi, lorsqu'on travaille dans les banlieues, être plus mobile par ce qu'on a plusieurs véhicules. Finalement, c'est une tactique un peu militaire, un quadrillage, en quelque sorte. Nos trois groupes peuvent se regrouper en une section. Plusieurs sections peuvent se regrouper en une compagnie. Voilà notre capacité d'action. »

Cadre CRS

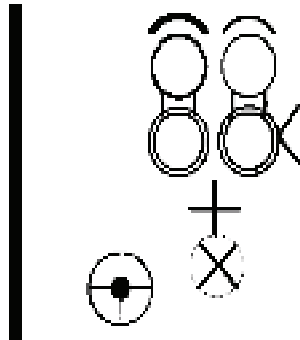
La sociologie des unités paramilitaires de maintien de l'ordre à la française telles que les Compagnies républicaines de sécurité ou les escadrons de gendarmerie mobile voyait en la compagnie l'unité dans laquelle se fondait l'individu, sur une base d'interchangeabilité absolue avec son voisin et d'indifférenciation absolue des tâches au sein de la compagnie¹⁸. Désormais, loin d'être accessoire, optionnelle ou exceptionnelle, l'organisation en binôme de fonctionnaires voués à l'interpellation ciblée des auteurs de désordre est l'élément premier de l'unité constituée :

« Le binôme constitue l'unité élémentaire sur laquelle est fondée l'organisation de l'unité de maintien de l'ordre en opérations. Il comprend un agent de protection ou bouclier, et un agent d'appui ou d'interpellation. »

« L'articulation d'une unité de maintien de l'ordre »,
DFPN/INFPN/DOC – septembre 2006.

¹⁸ D. Monjardet, « La manifestation du côté du maintien de l'ordre », in P. Favre (dir), *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, pp. 207-228, et *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte, pp. 123-134.

En configuration MO, deux binômes sont déployés ainsi, où l'on voit deux agents (avec ou sans bouclier), soutenus chacun par un autre agent, l'un équipé d'un conteneur lacrymogène, leur chef de groupe (ici armé d'une grenade à main) se poste en soutien, à l'arrière, le conducteur se trouvant schématiquement en retrait (il a la charge de la sécurité du parc), sa simple présence sur le schéma attestant en quelque sorte l'autonomie fonctionnelle acquise par le binôme (qui dispose de son véhicule).

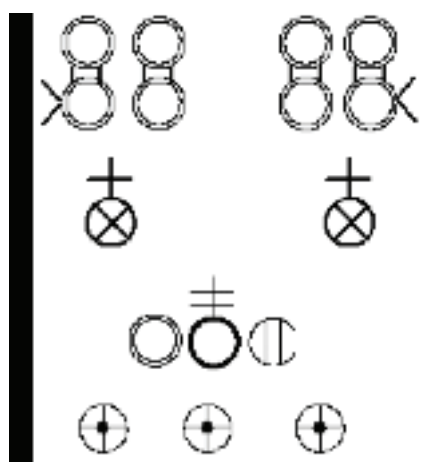


Les binômes se regroupent en section, soit SPI, soit SAM, la SPI « en maintien de l'ordre, dans les dispositifs de barrage, fournissant soit un élément du barrage, soit un élément mobile destiné aux interpellations et aux interventions à proximité du barrage ». Les SPI sont chargées, « particulièrement » :

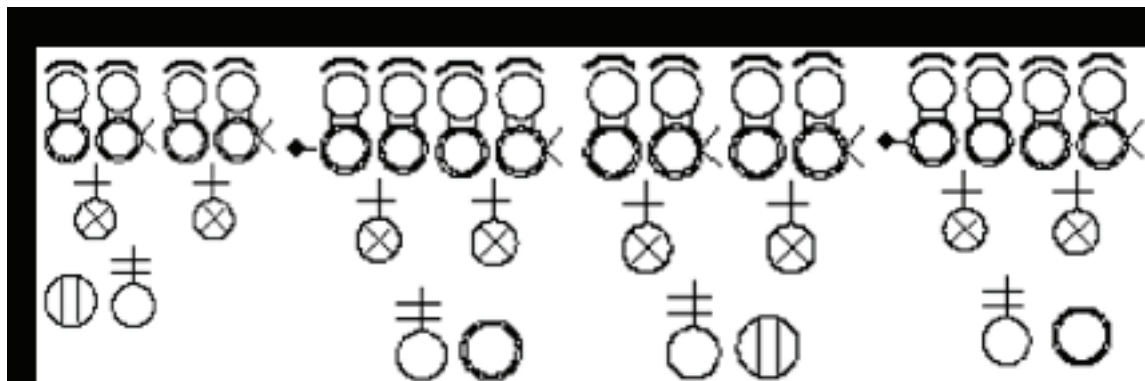
- « – d’assurer la protection de l’unité en général et plus particulièrement lors des manœuvres d’embarquement ou de débarquement ;
- de faire échec aux agissements menés par des groupes d’individus particulièrement violents et agressifs ;
- d’appréhender les meneurs ou de neutraliser les groupes dangereux par des actions ponctuelles et rapides, sur ordre du commandant d’unité ;
- de mettre en œuvre les dispositifs dynamiques susceptibles de faire obstacle aux harcèlements exercés par les manifestants ;
- d’assurer l’éclairage, la réduction des obstacles et la couverture de la progression de l’unité ;
- de développer une riposte adaptée et une couverture de l’hypothèse d’agression par arme à feu ou par d’autres moyens. »

« L’articulation d’une unité de maintien de l’ordre »,
DFPN/INFPN/DOC – septembre 2006.

Le déploiement d’une SPI lors d’un maintien de l’ordre en formation dynamique sans bouclier s’effectue selon le schéma suivant, où chacun des binômes placés en tête de section a pour capacité la projection vers les nébuleuses ou autres groupes produisant du désordre et l’interpellation des auteurs de trouble :



Une compagnie déployée dans un contexte de désordre permet ainsi d’avoir recours au schéma suivant, où les SAM reconstituent le barrage troué par la percée de la SPI dans les désordres qui se déroulent devant elles (les SAM sont les sections qui disposent d’un agent, en deuxième ligne à gauche, équipé d’un lanceur de grenades ; les gradés chefs de section sont disposés à l’arrière de chacune d’elles).



2006, *esplanade des Invalides* :

- Quinze ans de recherche et d'expérimentation principalement guidées par le souci de répondre aux « nébuleuses » et aux « jeunes violents », pour reprendre les termes indigènes ;
- arrivée à maturation d'un système d'organisation tactique des unités constituées dévolu à l'interpellation des auteurs de trouble au sein des cortèges ou des masses au moyen de la charge ;
- organisation en unités légères d'intervention qui réduisent le risque de violence indue lors des charges ;
- mise à disposition d'unités en surnombre, comme il est de coutume à Paris...

Et pourtant, l'excellence de ces évolutions tactiques semble comme figée devant les événements. De leur côté, les effectifs en civil sont peu nombreux, et en tout cas peu visibles. Les camions-pompes (ceux-là-mêmes qu'on avait ressortis pour disperser une fin de cortège de professeurs de collège et de lycée en 2003) sont au garage. Les contacts sont sinon rompus, du moins parfaitement inopérants avec les services d'ordre et les organisateurs, lesquels, arrivés sur l'esplanade, n'ont que le loisir de trouver, par leurs propres moyens, l'issue la moins exposée, tandis que sur la pelouse la racaille s'en donne à cœur joie. La charge, sur laquelle se concentrent tous les efforts d'expérimentation des CRS et de la Gendarmerie mobile depuis le début des années 1990, est reléguée au rayon des souvenirs épiques.

Au regard des capacités techniques, juridiques, humaines et tactiques de maintien de l'ordre, la non-intervention policière ne peut être assimilée qu'à une *non-décision d'emploi de la force*¹⁹. Si la force a été retenue, ce ne peut être que par l'autorité civile, autrement dit par le préfet, selon les termes de l'article 104 du Code pénal. Ou plus exactement, à Paris, de la salle

¹⁹ Les Invalides semblent même renvoyer, plus précisément, au cas du « *principled non-enforcement action* » que décrit Gary Marx, où la non-intervention vise à servir des finalités extérieures à celles que dictent les conditions d'engagement sur le terrain (« *Ironies of social control* », *op. cit.*, p. 6).

de commandement, située au sous-sol de la Préfecture, d'où le préfet commande aux opérations de MO – le préfet placé sous la tutelle du ministre de l'Intérieur, lequel peut à loisir se rendre dans la salle de commandement, ou y envoyer son directeur de cabinet (ancien DGPN) ou son nouveau directeur central des CRS²⁰.

« Dans la salle du commandement, c'est toujours le préfet. Mais sur les grosses manif nationales, ils sont en relation directe avec le ministère. On a senti qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas, parce qu'il y avait des temps de réaction assez longs dans les instructions données, dans l'utilisation des forces, notamment le déplacement des compagnies en fonction des arrivées des manifestants. Mais ça on pourrait le savoir avec la 12 ? Enfin là, on a senti qu'il y avait des temps de communication assez longs entre le ministère et la Préfecture. »

CRS syndiqués

S'il règne à ce stade un certain flou quant aux titulaires de la non-décision, à ceux qui se sont trouvés dans la salle de commandement au moment des opérations, ou ceux qui ont transmis au préfet des indications, recommandations ou injonctions²¹, les bénéfices immédiatement retirés par Nicolas Sarkozy sont évidents. Le coût de l'obstination du Premier ministre à maintenir le CPE ne cesse d'augmenter ; plus les coûts de la protestation augmentent, plus grossit le capital que Nicolas Sarkozy est susceptible d'acquérir s'il apparaît comme le sauveur de la situation.

Mais, surtout, Nicolas Sarkozy laisse empiriquement valider l'existence d'une racaille, dans ce laboratoire politique à ciel ouvert qu'est devenue, le temps d'un après-midi, l'esplanade des Invalides. Le maintien de l'ordre n'est donc pas seulement une pièce du jeu politique, du *politics*, il est également une pièce de l'ordre politique, du *polity*.

A cet égard, on remettra à plus tard la clôture de l'enquête historique visant à savoir si la non-décision était volontaire ou produite par la configuration des événements. L'essentiel est ailleurs : au cours de ce *transformative event*, l'action (ou l'inaction) policière a transformé la politique.

²⁰ Depuis 2003, en effet, les CRS relèvent non plus d'un service, mais d'une direction de la police nationale, à la tête de laquelle Nicolas Sarkozy a nommé Christian Lambert, aujourd'hui directeur de cabinet du préfet de police (lui-même directeur général de la police nationale en 2006).

²¹ L'ouvrage déjà mentionné de D. Dufresne (*Maintien de l'ordre...*, *op. cit.*) reste flou sur ce point. Voir aussi celui de M. Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, *op. cit.*

La racaille : opportunité politique vs stratification sociale

Une « racaille » ? C'est le terme que Nicolas Sarkozy employa au cours d'une visite fameuse sur la dalle d'Argenteuil, le 25 octobre 2005 au soir. Mais c'est aussi l'un des termes par lesquels on traduisait au XIX^e siècle le néologisme forgé par Marx et Engels dans leurs écrits sur les événements de février et juin 1848 (le terme « canaille » était alors plus employé). On s'en souvient, la République proclamée dans la plus grande précipitation par le gouvernement provisoire en février 1848 n'avait pas calmé l'impatience des ouvriers, qu'attisait de surcroît une inactivité forcée par l'environnement économique. Cette impatience croît au fil des semaines, et le gouvernement provisoire n'a qu'une « seule issue : opposer une partie du prolétariat à une autre ». Le gouvernement se décide alors à recruter ce que Marx appelle un *Lumpenproletariat*, un prolétariat en haillons :

« A cette fin, le gouvernement provisoire forma vingt-quatre bataillons composés de jeunes gens de 15 à 20 ans. Ceux-ci appartenaient pour la plupart au *Lumpenproletariat* qui, dans toutes les grandes villes, constituait une masse très distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toutes sortes (*Diebe und Verbrecher aller Art*), vivant des déchets de la société, individus sans métiers précis, vagabonds, gens sans feu et sans aveu, différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne reniant jamais leur caractère de *lazzarones* ; vu le jeune âge auquel le gouvernement provisoire les recrutait, ils étaient très malléables, capables des plus hauts faits d'héroïsme et des sacrifices les plus exaltés comme du banditisme le plus vil et de la vénalité la plus sordide. »

Marx & Engels

On voit l'écho donné, par-delà les époques et les dimensions de l'événement (l'épisode que rapportent Marx et Engels se conclut par des dizaines de morts sur le pavé de Paris), au cri d'indignation lancé par la lectrice de *Libération* contre « les pitbulls de Nicolas Sarkozy » (voir plus haut). Il est crucial, ici, de constater le caractère déterminant de l'événement « Invalides » : la non-décision a *fabriqué du politique*, fabriqué un acteur politique collectif, *la racaille*. Cette analyse tranche avec les inclinations habituelles de la recherche sur ce groupe, trop sociologiques et trop peu sensibles aux logiques de situation et aux effets d'opportunité ou d'aubaine. La recherche s'attache à faire la sociographie des groupes d'émeutiers (le plus souvent à partir des dossiers individuels de prévenus ou d'interpellés, malgré les préventions

entendues depuis longtemps contre cette méthode trop frustrée²²) et, trop occupée à vouloir débusquer le *groupe social*, s'interdit de les comprendre comme des *acteurs politiques*. Des ethnographies comme celle menée récemment par Marwan Mohammed insistent au contraire sur les critères d'opportunité au rang des variables expliquant le passage à l'acte²³. Même en terrain connu (sur sa commune, dans son quartier), l'évaluation du risque (souvent soumise à délibération collective) est toujours engagée avant le passage à l'acte. Estimée trop coûteuse, la violence collective est abandonnée. En revanche, lorsque son coût est faible, s'ouvre aux candidats à l'action violente une opportunité qu'ils saisissent, ou non, selon les logiques locales. Le moins que l'on puisse dire est que cette fenêtre fut, le 23 mars 2006, généreusement ouverte. Refermée, comme au 28 mars, elle ne laisse tout simplement pas la racaille advenir.

Bien sûr, l'occasion ne fait pas le larron sans prédispositions particulières²⁴. Mais il faut souligner le caractère extrêmement confus, mêlé, des populations protestataires. Ce caractère est souligné par tous les observateurs, manifestants ou spectateurs, qui insistent en premier lieu sur la difficulté à disposer d'identifiants sociaux ou raciaux clairs, prédéfinis. Pour ces interlocuteurs, le casseur se définit, tautologiquement, par le fait qu'il casse et la racaille par le fait qu'elle a « un look racaille ». Les Noirs et les Maghrébins seraient toutefois très présents, mais pas plus que dans le cortège des « manifestants » :

« – Les casseurs, tu les qualifierais comment ?

– Des ados. Superjeunes. Noirs. Look racaille. Ce qui ne veut pas dire qu'ils viennent tous de milieux populaires, hein, ce sont des joueurs... Ils jouent à la *fight* ... Aussi la manière de taper, elle est très chorégraphiée. Le coup de pied qu'on donne en sautant très haut. On saute en l'air et on donne des coups de pied quasiment à la verticale. Des trucs de kung-fu ou je ne sais quoi, *street culture*... Ils étaient complètement là-dedans, les gamins.

– Tu as parlé tout à l'heure d'*underclass* ?

– Non, ce n'est pas ça, parce que les gros de la manif c'était les facs de banlieue. Ma collègue X..., elle enseigne à Paris 13 et c'est la pure banlieue, c'est le 9-3. Il y avait plus de gens issus de ces milieux dans le cortège de manifestants qu'il n'y en avait dans la somme des bandes. Et

²² Voir notamment les travaux de Michael Keith sur les émeutes de Brixton à Londres, pourtant traduits en français : M. Keith, « Que s'est-il passé ? Les émeutes de 1980 et 1981 dans les cités britanniques, un essai d'analyse », *Revue européenne des migrations internationales*, 6 (3), 1990, pp. 21-44.

²³ M. Mohammed, « Youth gangs, riots and the politicisation process », in D. Waddington, F. Jobard et M. King, *Rioting in the UK and France, 2001-2008 : a Comparative Analysis*, Cullompton, Willan, 2009, pp. 157-172.

²⁴ Les travaux d'Hugues Lagrange montrent une certaine solidité des facteurs démographiques prédictifs de l'émeute en 2005, notamment « Émeutes, ségrégation urbaine et aliénation politique », *Revue française de science politique*, 58 (3), 2008, pp. 377-401. Les observations menées par Ugo Palheta dans un lycée technique et professionnel lors des mobilisations anti-CPE de 2006 révèlent un antagonisme prononcé entre les fractions de classe participant aux mobilisations et celles leur manifestant une hostilité manifeste. Voir U. Palheta, « Luites de classes, classes en lutte. Stratification scolaire et mobilisation anti-CPE dans un lycée polyvalent », *Politix*, 82 (2), 2008, pp. 169-192.

même, eux, on ne sait pas. On ne sait pas. Ils avaient un look racaille, mais un peu chic. Ils étaient là pour se montrer. »

SO enseignant

« Et alors bon, dans les médias, ça a souvent été dit “les Noirs contre les Blancs”, “les jeunes de banlieue contre les jeunes de Paris”. Je ne sais pas si ça recouvre vraiment ces limites-là. Parce que c’est vrai que c’était souvent des Noirs ou des Arabes qui tapaient les autres, c’était des banlieusards, enfin qui avaient le look banlieusard. Mais je pense qu’ils pouvaient aussi s’attaquer à d’autres banlieusards, qu’ils pouvaient ne pas seulement s’attaquer aux petits Blancs d’Henri IV, quoi. Et puis je pense que ça pouvait aller très vite entre victime et attaquant. Tu pouvais passer très bien de l’un à l’autre : victime, attaquant ; attaquant-victime, manifestant-attaquant. Ça pouvait aller assez vite. Tu avais aussi des effets de groupe. Et puis tu avais aussi des amalgames faciles à faire. C’est-à-dire que les jeunes de banlieue ils avaient souvent le même look. Il y en avait qui venaient là pour manifester, il y en avait qui venaient là pour taper, mais tu pouvais pas vraiment... »

SO parti-syndicat

Les policiers, de leur côté, insistent beaucoup sur ce caractère non discriminant *a priori* des jeunes auteurs de trouble. Le témoignage suivant insiste plus précisément sur la place de l’opportunité dans l’action violente et sur la labilité, dans le cours de l’action, des identités :

« C’est assez rigolo, parce qu’à République, un moment j’entends : “Monsieur ! Monsieur !” Je vois trois petits mecs, ils me disent : “Monsieur, on était vos élèves.” Et c’étaient mes élèves quand j’étais prof à Aubervilliers. Et donc il y avait un petit Black, un petit Rebeu, et un autre petit Rebeu, qui n’était pas dans ma classe. Et ils sont genre en fac d’éco-gestion à la Sorbonne. Et alors on commence à discuter 5 minutes et tout à coup, hop ! Ils remettent leurs capuches, et là pour le coup là ils auraient pu être tout à fait assimilés au groupe de casseurs. Bon, en même temps, ils ne prenaient que des sortes de canettes un peu écrasées qu’ils lançaient d’une main très rapide vers la police [rires]. Du coup, ça posait aussi la question de cette confusion... »

Xavier, manifestant

Bien entendu, cette indétermination *a priori* des casseurs pose aux militants politiques quelques difficultés quant à la justification de la violence (« Tu te dis “pas d’ennemi au sein des classes populaires”, et puis tu te rends compte en tant que militant que c’est plus compliqué que ça » – SO parti-syndicat), vite réglées toutefois par la conviction d’agir pour l’intérêt supérieur du mouvement social. Pour ce qui nous intéresse, l’essentiel est que l’événement induit par l’inaction de forces de l’ordre est définitoire : par l’opportunité qu’il ouvre, il fabrique un acteur

collectif, la « racaille », et la laisse se déployer en un spectacle vu de tous. L'indétermination (raciale, sociale, vestimentaire²⁵...) *a priori* du groupe incriminé donne toute sa puissance à la capacité créatrice de la fonction coercitive de l'Etat. On retrouve bel et bien la sociologie politique du *Lumpenproletariat* : un groupe constitué dans l'aubaine, dont l'un des traits constitutifs est qu'il est, dans une conjoncture bien particulière, une pièce du jeu politique. Nicolas Sarkozy ressort seul vainqueur de cette épreuve de (non-)force.

La délégation de la violence

Le raisonnement que nous avons tenu jusque-là fait la part belle à la décision personnalisée, au héros : Nicolas Sarkozy a orchestré le cérémoniel de rétablissement de l'ordre le 28 mars, c'est donc lui qui aura, par rétrodiction, et compte tenu des profits qu'il en retire, orchestré le désastre qui précéda. Si l'hypothèse démiurgique a cette vertu de concentrer l'attention sur l'importance de la (non-)décision politique et plus largement de montrer, à rebours de la recherche actuelle sur le maintien de l'ordre, l'importance de l'acteur et de la conjoncture politique dans la production de l'action policière, elle a le tort de personnaliser à outrance le récit. La vraie ironie de cette histoire est que l'acteur politique central, Nicolas Sarkozy, a tout aussi bien pu tirer les mêmes profits sans jouer le coup de la non-décision : on peut à la fois faire l'économie du porteur de la non-décision et faire une sociologie de la décision politique. Si aucun des éléments que nous avons exposés n'est faux en soit, tous peuvent se passer de l'hypothèse démiurgique, qui peut en réalité masquer plus qu'elle n'aide à voir. Ce qu'elle masque, c'est ce que nous appellerons l'incapacitation récursoire de la police en matière de manifestations de jeunes, dont l'une des conséquences est la délégation de fait de l'usage de la force aux services d'ordre, pour contourner le coût trop élevé de la violence en pareille circonstance.

Les Invalides : combien de morts ?

D'abord, le récit que nous avons présenté oppose trop avantageusement défaite policière et restauration de l'ordre. En réalité, l'appréciation des événements est très largement tributaire

²⁵ D'une enquête menée avec René Lévy et John Lamberth sur les contrôles d'identité à Paris (opérés en situation de routine), l'origine apparente des contrôlés et leur accoutrement vestimentaire constituaient à parts égales les facteurs prédictifs du contrôle lorsqu'il visait les jeunes hommes (catégorie surreprésentée). Caractère mêlé de la clientèle policière : celle-ci n'est pas seulement réductible à l'origine migratoire, mais aussi à l'apparence vestimentaire comme signes d'appartenance à ce que l'on appelait dès le XVII^e siècle le « gibier de prévôt ». Voir R. Lévy et F. Jobard, « Les contrôles d'identité à Paris », *Questions pénales*, 23 (1), 2010.

du récit qui en sera ensuite rendu public. L'essentiel, en ce qui concerne l'appréciation de la violence, ressort de la dimension intrinsèquement dramaturgique de celle-ci (et c'est en cela que ce que l'on va lire maintenant prolonge, plus qu'il ne s'oppose à l'hypothèse démiurgique, l'hypothèse de la mise en scène de la racaille par l'ataraxie policière). Peter K. Manning²⁶ estime à raison que « faire la police [*policing*], c'est produire une dramaturgie ». Une dramaturgie de la violence, cela se résume à une sémiologie réduite à deux signes : combien de morts ? qui a tué ?

Le propos ne peut être mieux condensé que dans cette question, qui m'a été retournée par un interlocuteur policier :

« On peut considérer que c'est un maintien de l'ordre réussi. Parce que le bilan : il n'y a pas de blessés. Et c'est ce que nous envient les Anglo-Saxons. »

Cadre CRS

Plus exactement (car des blessés, il y en eut bien) : il n'est pas de nom, de tombé sur le champ de bataille qui soit identifié par la presse et publicisé comme tel, à l'image de Malik Oussekiné en 1986 ou de Cyril Ferez, ce militant d'un syndicat autonome piétiné quelques jours plus tôt lors de la première manifestation, place de la Nation, et qui se trouve toujours dans le coma lorsque démarre la manifestation du 23 mars. Pas de nom, pas de trace : pas d'événement²⁷. L'essentiel se joue dans la sémiologie de l'événement (Waever 1995). Là où la nuit du 6 décembre 1986 constitue un événement pour le public et, par répercussion, pour la police (nous en avons vu quelques-unes des conséquences), celui de l'esplanade des Invalides constitue un épisode supplémentaire dans une histoire qui se lit comme une série d'ajustements techniques à des situations chaque fois changeantes :

« Alors, on a beaucoup parlé avec Dufresne de ce qu'il appelle le "fiasco des Invalides". C'est moi qui manœuvrais ce jour-là, donc je m'attribuerai bien sûr toutes les circonstances atténuantes. Mais enfin je lui ai dit que je n'étais pas totalement satisfait du résultat. Cela étant, je lui ai dit aussi (sans aller jusqu'à dire que la honte de l'événement me réveillait la nuit...) que la force de ses propos m'avait amené à réfléchir. »

Cadre policier PP

²⁶ P. K. Manning, *Policing Contingencies*, Chicago, University Chicago Press, 2003.

²⁷ On retrouve ici à plus grande échelle l'« équation victimaire » que l'on observe lors de « bavures policières ». Voir F. Jobard, *Bavures policières ? La force publique et ses usages*. Paris, La Découverte, coll. Textes à l'appui, 2002.

Le deuxième élément concerne l'imputation causale. Toute victimation suppose une victime, et un auteur ; l'essentiel pour les pouvoirs publics est d'éviter toute imputation de violence. Le coût d'un drame ne saurait être assumé par quiconque, ni du côté policier, ni du côté politique, la distinction entre les deux faisant à l'évidence peu de sens en matière de maintien de l'ordre en France²⁸. Le vocabulaire employé par l'un de nos interlocuteurs policiers est d'ailleurs révélateur, qui aligne les violences qui se sont déroulées aux Invalides à « quelques dégradations matérielles », estimant que la politique suivie cet après-midi-là s'apparente à ce que Patrice Mann appelait la « gestion patrimonialiste des conflits²⁹ » :

« Je vois très bien la question, parce qu'on peut considérer qu'il y a eu mauvaise gestion, on peut considérer qu'ils ont laissé faire, etc. [...] Vous savez que depuis l'affaire Malik Oussekiné en 1986, beaucoup de précautions sont prises en matière de manifestations de lycéens. D'abord parce que ce sont des groupes qui n'ont pas forcément de service d'ordre. Ça veut dire aussi qu'on a peut-être choisi... comment dire... choisi quelques dégradations matérielles, que des dégradations physiques. »

Cadre CRS

De fait, les policiers interrogés mettent en avant l'extrême risque (politique) que représente une intervention contre la racaille – en grande partie précisément du fait de son indétermination *a priori*.

« Bah, le problème quand on voit une manif comme ça, c'est qu'ils sont tous jeunes. Les casseurs, et ceux qui se font arrêter. Donc si on charge, on ne sait pas sur qui on va charger. Je pense que c'est ça le plus dur à déterminer. Le plus dur maintenant, c'est l'assimilation, parce que les casseurs, on l'avait vu nous quand on était à... tu sais, quand on était à Bastille, là. Enfin, c'est dur parce que les groupes de casseurs en fin de compte s'immiscent au milieu des jeunes, au milieu des manifestants, et c'est pour ça d'ailleurs qu'on a été créés les SPI, parce que charger sur une foule sans pouvoir vraiment déterminer... parce que quand il y a charge on a du mal à cibler, “tiens toi tu fais partie des casseurs, pas toi”, bon on se met quand même à la place du TI [*i.e.* le commissaire autorité civile chargé de l'ordre éventuel d'emploi de la force], c'est quand

²⁸ Ce coût s'appelle dans la littérature internationale le « CNN effect ». Voir D. Ambrosetti, « “Décide de demeurer saisi de la question”. La mobilisation du Conseil de sécurité de l'Onu face aux crises », *Cultures et conflits*, 75 (3), 2009, p. 109.

²⁹ Par exemple, la préfecture négocie avec le syndicat de jeunes agriculteurs la nature des dégradations qui seront tolérées de la part de ses troupes lors d'une mobilisation (voir F. Jobard, « Drame préfectoral. Le décret-loi de 1935 et la déclaration préalable », *Vacarme*, printemps 2005). Olivier Fillieule a toutefois montré que cette gestion patrimonialiste s'arrête aux portes de Paris, où le niveau de tolérance à l'égard de l'atteinte au patrimoine est proche de zéro.

même plus dur de faire charger une ou plusieurs compagnies sur des jeunes alors que c'est une minorité qui fout le bazar, aussi violente soit-elle. »

CRS syndiqués

« L'autre souci, c'est que je ne voulais pas voir d'images de CRS coursant chacun le sien, parce que dans le lot on aurait fait des conneries. Voyez, c'est tout bête, mais les Invalides, c'est de la pelouse, c'est glissant. Vous avez un gamin qui tombe, qui se tord la cheville, et vous avez derrière une douzaine de gars tout équipés lancés à pleine vitesse, le gamin il se fait marcher dessus... Vous ne pouvez pas savoir les conséquences. Bon, et bien malgré cela, il y en a qui y sont allés quand même. En plus, on avait le gars de la Nation quelques jours avant... »

Cadre policier PP

« Quand les casseurs arrivent sur les Invalides, il y avait déjà des CRS dessus. Tu fais comment pour charger, pour évacuer ? Qui est le casseur, qui est le lycéen ? Il faut partir de cette question-là. Après, le reste... Toutes les têtes pensantes, ils peuvent dire ce qu'ils veulent, ils y étaient pas, ils étaient cachés derrière. Moi, j'y étais. Si tu charges, bah OK. Comme ils ont fait en Chine : tu charges, tu écrases, et puis après... Or, tu peux pas distinguer le casseur... Tu les connais, les casseurs, tu les as vus. C'est un gamin, le gars. Tu vas pas me dire que tu sais que c'est un voyou [...]. Ceux qui ont pris la décision, et Pierre Mütz il a pris la décision, c'était juste. Et si on charge, et si on laisse deux gamins au tapis, on fait comment après ? Voilà comment ça s'est passé [...]. Si on en laisse un sur le tapis, ça nous fait une affaire Malik Oussekine, et on fait comment ? »

CRS syndiqués

L'aphasie collective de la place du 18-Juin-1940 s'expliquerait ainsi : la peur a noué le ventre des acteurs policiers-politiques, la force n'a pas été employée et s'est alors déversée, de casseur à manifestant, tout au long du boulevard des Invalides :

« [...] Je propose cette solution : je fais ripper la compagnie de la gare vers la rue, moi je monte par devant la tête du cortège, on s'engouffre dans la rue... J'ai proposé à l'autorité civile [le chef de district], et là on m'a dit "Niet". On ne l'a pas fait.

– Pourquoi ?

– Je ne peux pas dire... Je pense... Ils craignaient les réactions en chaîne, l'effet papillon, comme je dis. En fait, il aurait fallu pour manœuvrer bloquer le cortège 10-15 minutes, et avec cent mille personnes derrière, on ne sait jamais ce que ça peut devenir : l'incompréhension, le sentiment d'être manipulé, la bousculade. Et puis c'est vrai que dans cette petite rue, on aurait fait du dégât, c'est sûr que ça aurait pas mal cassé, avec des gens pris dans la nasse, des bars, et tout. Alors on n'a pas retenu cette solution, voilà, c'est tout. Mais ce ne sont pas des décisions

stratégiques. C'est typiquement le genre de petits ajustements que l'on peut décider en cours de manifestation, mais c'est toujours difficile. Une fois que la stratégie est arrêtée, et il ne faut pas oublier qu'elle l'est avec les organisateurs, d'une certaine manière, on ne peut pratiquement plus rien modifier. Surtout avec quatre-vingt-dix mille personnes derrière, et des organisateurs qui n'organisent pas tant que ça leur petit monde, finalement. Donc on a laissé couler. »

Cadre DCCRS

« – Par contre, si on a la nébuleuse qui décroche comme c'était le cas aux Invalides, alors à mon avis la seule solution c'est d'arrêter le cortège. Parce que sur mille, mille cinq cents, c'est pas trente mecs [*i.e.* trente fonctionnaires en civil] qui...

– Et l'opération de prise en tenaille que vous aviez évoquée avec Dufresne ?

– Il en parle dans son bouquin et il me fait dire que je suis marri qu'on me l'ait refusée. Mais on ne me l'a pas refusée : c'est une hypothèse à laquelle on a réfléchi, et qu'on a immédiatement abandonnée, parce que notre contact avec les organisateurs ne nous le permettait pas. La manif d'après, par contre, on avait prévenu les organisateurs. Ils avaient compris, ils étaient d'accord pour que nos forces soient visibles sur le trajet. »

Cadre DOPC

Sur ce point, les appréciations sur le comportement des forces de l'ordre portées par les demi-profanes que sont les militants et, en particulier, les membres de services d'ordre, rejoignent celles des policiers – ceux-là qui portaient un jugement des plus réservés, voire des plus accablés devant l'inaction des forces de police. L'intervention de policiers en civil est jugée aventureuse, et surtout porteuse de plus de risques d'escalade et de violence qu'elle n'est susceptible d'en freiner :

« – J'ai vu quelques scènes, super gore, de gens se faire dépouiller, frapper, etc., et puis des gens se précipiter, essayer de les sortir de là, se faire taper à leur tour et rien. Et des mecs [*i.e.* des policiers] avec des bâtons au milieu, non, je n'y crois pas. Au contraire, d'ailleurs, ça pourrait créer un point de fixation, un rapport de forces qui ne serait pas en leur faveur. »

SO enseignant

« – [...] mais je n'ai jamais vu de mecs de la BAC [Brigade anti-criminalité] y compris parce que c'était quasiment impossible, hein, honnêtement. »

Yann, SO

« – Lors de la manifestation de République, tu avais vu des flics en civil dans le cortège ?

– Ah oui ! Ils fondaient sur deux ou trois types. Pour le coup, ils étaient mieux que ceux que tu voyais après place d'Italie. Parce que tu ne les remarquais pas, et tout à coup t'en voyais un qui

courait, suivi par quatre, cinq, six autres, et hop les mecs se faisaient exfiltrer par les casqués. Mais à partir du moment où tu as x dizaines de types aux Invalides, ce type d'interventions était impossible. »

Xavier

L'inaction policière est également imputée par les demi-professionnels à l'histoire particulière des manifestations étudiantes :

« – Tu te souviens que quelques jours avant, on a l'affaire du gars du Sud-PTT dans le coma sur la place de la Nation. Est-ce que tu as le sentiment que la peur de la bavure joue par exemple aux Invalides ?

– Oui. Absolument. C'est Malik Oussekin. C'est l'équation impossible pour tout gouvernement de droite. Comment réduire un mouvement, comment le faire disparaître sans un Malik Oussekin ? C'est la hantise des mecs. Tu sais que, au plus fort de la crise, s'il y a un mort au milieu du mouvement, là tu sais que c'est fini. Tu sais que tout est fini. Et Sarko, en tant que ministre de l'Intérieur, en pleine campagne présidentielle, un mort, laisse tomber. C'est pour ça que je dis qu'il n'avait pas complètement intérêt à faire en sorte que ça se passe mal [...]. On a peut-être eu un problème d'interpellation, d'intervention qui a été énorme, mais ce qui est balaise avec Sarko c'est que c'est pas pareil d'aller tabasser des mecs à coups de tonfa pendant qu'ils manifestent comme on a pu le voir, comme on a pu le voir dans d'autres pays, ou même en France, et avoir un arsenal répressif derrière. Ça n'a rien à voir en termes d'affichage. »

Yann, SO

Force publique et force ouvrière

Ce coût particulièrement élevé du recours à la force lors de protestations étudiantes a pour conséquence le rôle charnière des services d'ordre dans la confrontation physique. Il y a là une convergence de vues totale entre les acteurs : tant les policiers que les étudiants font de la présence de services d'ordre la clef de la réduction des risques. La présence de services d'ordre d'organisations salariées ou professionnelles, et notamment des SO de la CGT, de l'Unsa ou de FO, s'est imposée comme la variable clef du devenir des manifestations jeunes au fil de la croissance des problèmes liés à la gestion des casseurs ; soit des casseurs « politiques », soit de la racaille.

« Y compris nous dans la manif des Invalides, on n'a pas eu le même rôle que les organisations syndicales. C'est la question de l'expérience et, bon, du gabarit, c'est clair. Nous, on était là pour gérer directement la sécurisation des manifestants, les orgas syndicales étaient là un peu plus en

amont pour faire un peu plus tampon. Pour aller au contact quand il y avait besoin d'y aller. Mais nous on était un peu plus en retrait par rapport à eux. Et donc je les vois, mais je n'ai pas de contact avec eux. »

SO Unef 2

« Et aussi, et c'est ça qui nous a permis, quasiment, d'arriver en vie aux Invalides et de survivre, c'est de travailler avec les syndicats de salariés, qui sont vraiment les forces vives qu'on appelle dans des cas comme ça. La solidarité a joué à plein, de fait on peut dire ce qu'on veut : même une organisation étudiante qui y met tout son poids n'a pas le même gabarit qu'une organisation de salariés dans des secteurs où les profils sont plus costauds. Notamment la CGT qui avait été très présente à cette manif-là, et qui a été le rempart contre les incidents. »

SO Unef 1

Du côté des policiers, le vœu déclaré de voir des services d'ordre d'organisations salariées participe de la tradition bien ancrée selon laquelle une manifestation de jeunes et, par assimilation, d'étudiants est une manifestation absolument désorganisée dans laquelle les organisateurs déclarés ne maîtrisent plus rien (de ce point de vue, les entretiens demeurent inchangés de 1995 à 2007-2008).

Les observations que j'ai pu conduire en 2008 lors de manifestations lycéennes confirment d'ailleurs que l'arrivée sur le terrain de services d'ordre adultes (vraisemblablement des animateurs de rue), qui viennent s'intercaler entre les policiers en civil (brigades d'information de la voie publique et sections sportives de la préfecture) et la tête du cortège avant que celui-ci ne s'ébranle, a une vertu immédiatement apaisante sur les policiers (les policiers : « c'est bien, il y a du muscle aujourd'hui »). Lesquels regrettent sur le champ la désouvriérisation et la désaffectation syndicale qui anémieraient d'année en année les rangs des services d'ordre et déplaceraient ainsi le curseur de la violence organisée du côté des forces de police³⁰.

³⁰ Isabelle Sommier rapporte les mêmes propos inquiets dans son enquête sur les services d'ordre, au début des années 1990. La dynamique qu'elle décrit s'applique d'ailleurs parfaitement à la situation actuelle, sans que je sois capable d'évaluer si elle a évolué. Voir I. Sommier, « La CGT : du service d'ordre au service d'accueil », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 12, 1993, pp. 69-88.

Planche 4 – Service d'ordre syndical, 28 mars 2006



L'inquiétude des policiers et des syndicats étudiants n'est pas feinte. En effet, nous pouvons observer dans ces manifestations de la jeunesse un effort de prise en charge par les organisations syndicales. C'est notamment le cas lors de l'arrivée place de la République le 28 mars quand les SO étudiants et salariés se coordonnent afin d'assurer un couloir de dégagement aux manifestants avant leur arrivée sur la place, où se sont réunis les casseurs de tous poils, et où les seuls syndicats salariés assurent la charge. Car si les policiers ont fait usage de leurs moyens violents ce jour-là, ce fut soit lorsque la supériorité était assurée et la casse par avance limitée (travail d'interpellation d'un individu identifié par trois ou quatre policiers, limitant par nature l'échelle de l'interaction de face à face), soit lorsque les moyens étaient, classiquement, des moyens de mise à distance et d'évitement de l'interaction physique (usage des gaz et du lanceur d'eau sur la place). La charge, cette figure constitutive du MO pratiqué par

les unités constituées, est désormais seulement assurée par les syndicats de salariés, comme au point de dissolution du 28 mars :

« Et place de la République c'était comme dans *Asterix*, quand tu as les colonnes de Romains qui arrivent là où sont les Gaulois et tu vois les colonnes qui avancent et puis là tout explose en l'air. Et plus on avançait, plus on approchait, plus on voyait tout voler, la fumée, les gaz, machin, et on ne pouvait pas s'arrêter, puisqu'on avait des flots de manifestants derrière nous. Donc on allait vers un truc beaucoup plus classique, c'est-à-dire casseurs contre flics. Et là on a eu super chaud, parce que au milieu du terre-plein il y avait plein... Et tout volait, et nous on est arrivé et on a réussi à faire tourner en épingle à cheveux. Et donc le SO qu'on était, à... on s'est mis là pour protéger cette partie de cortège. Et ça a bien fonctionné, on a reçu des trucs dans les pattes. Mais le cortège on leur disait d'avancer, et ça s'est bien passé. Mais ce virage-là, sur 150 mètres, c'était superchaud. On aurait pu vraiment se prendre n'importe quoi sur la tête, un reflux, un matraquage, et on pouvait se les prendre sur la gueule. Un moment il y a eu une charge superviolente du SO de FO, les mecs ils se sont défoulés. Les mecs ils se sont défoulés, genre ils cassaient du Noir et de l'Arabe, c'était clair. Ils avaient des gros gourdins, et ils tapaient sur les mecs, tu vois les racailles genre 15 ans. Des gros mecs, genre FO, tu vois. Méchamment. Ils étaient bien une vingtaine. Ils ont déboulé, ils avaient des brassards jaunes ou... Des gourdins en bois, des manches, des drapeaux, enfin tout le service d'ordre classique des années 1960. Limite ratonnade. Ils sont juste intervenus République, sans rien, et ils sont repartis comme ils étaient venus. Ils ont déboulé comme ça comme si il fallait nettoyer. Peut-être c'était pas des mecs de FO, tu vois, moi... »

SO enseignant

A nouveau, convergence avec la lecture policière des choses :

« C'est sûr, quand ils chargent... La CGT, FO, tous ceux-là, ils ont des poètes là-dedans ! Il faut voir les coups qu'ils balancent ! Je me souviens notamment le jour des Invalides, au carrefour de Montparnasse, près du centre commercial, en haut de la rue de Rennes. Là, les casseurs, ils étaient déjà bien trois-quatre cents. C'était la CGT du livre qui s'est chargée de les repousser, et bien fallait voir ! Cela étant, en face, ce n'étaient pas des enfants de chœur non plus. Passé le moment de surprise, les gars se regroupaient bien et pour un peu, ils n'étaient pas loin d'avoir le dessus sur les types de la CGT. Pour un peu, ils avaient le dessous. »

Cadre CRS

La charge, si elle est très inégalement assumée par les membres des SO³¹, est assurée malgré tout. Ce serait l'objet d'une autre contribution que de comprendre de l'intérieur des services d'ordre syndicaux l'importance symbolique que revêt la charge contre les auteurs de trouble. Ce que l'on retiendra ici est ce mouvement implicite de délégation de la force ouverte aux organisations non policières. Le coût politique d'une charge lors d'une manifestation de jeunes ne semble plus assumé par la force publique, trop heureuse alors de disposer d'un soutien externe pour l'effectuer. Le moment peut même être précisé : tant que règne le trouble sociologique quant à l'identité des jeunes présents sur la scène manifestante, tant que l'on ne sait pas de la plus ferme certitude lequel manifeste, lequel casse, la police retient sa force et la charge, en dépit des investissements doctrinaux de ces vingt dernières années en vue de résoudre le problème lié à la mort de Malik Oussebine, demeure paradoxalement proscrite. Une fois que les services d'ordre ont assuré le tri des jeunes présents, au besoin par le recours à la force, la police intervient au moyen de deux outils d'intervention (la mise à distance par l'eau ou le gaz, l'interpellation par des fonctionnaires en civil d'individus identifiés et relativement isolés) qui permettent, là encore, de faire l'économie de la charge.

Voilà un mouvement historique bien paradoxal : toute la doctrine du maintien de l'ordre a évolué depuis la dissolution des pelotons voltigeurs mobiles et les manifestations lycéennes des années 1990 vers une mobilité accrue des effectifs de maintien de l'ordre en vue de la charge ciblée, chirurgicale, pour employer un terme en vogue au début des années 1990. Et pourtant, la charge est aujourd'hui moins que jamais employée, notamment dans les contextes protestataires pour lesquels elle a été pensée. Cela vient-il valider l'hypothèse démiurgique ? C'est sur ce point qu'il faut conclure.

³¹ Défilant au sein de la première ligne du service d'ordre syndical lors d'une manifestation lycéenne de 2008 (République-Nation), je pouvais observer le travail simultané de soutien à l'action de la police et de mise à distance de l'alignement sur des préoccupations policières. Ce jour-là, à mesure que le cortège avançait vers son point d'aboutissement se contractait l'espace qui séparait la tête de cortège, si bien que les occasions de contact entre les jeunes violents et la première ligne, celle du SO syndical, étaient de plus en plus fréquentes. Parfois, des policiers en civil fondaient sur l'un de ces jeunes, aux pieds des syndicalistes. Le chef du dispositif syndical criait systématiquement : « On laisse faire les gars, on n'est pas des flics, on est des militants », harangue de mise à distance qui tranche évidemment avec la grande familiarité des policiers (au premier rang desquels l'officier de liaison) et les responsables de SO, éprouvée dans les retrouvailles de début de manifestation.

Conclusion

La manifestation et ses sources

Nous avons accordé dans cette contribution une ampleur inaccoutumée aux sources directes, et notamment aux récits. La raison première en est le défaut d'autres archives, et notamment les rapports policiers de debriefing des événements considérés ou des entretiens avec ceux qui se trouvaient dans la salle centrale de commandement, autour du préfet de police. Restitués pour ainsi dire sans coupes, les entretiens montrent qu'un même acteur peut, au cours du même entretien, proposer deux lectures et parfois deux interprétations contradictoires des mêmes événements. Mais cette fiabilité fragile des entretiens témoigne directement des dilemmes qui sont ceux des acteurs dans le courant même de l'action ; en ce sens, ils offrent une prise directe sur les problèmes de lecture des événements qui étaient ceux des acteurs au moment où ils devaient prendre une décision. Il n'empêche, nous l'avons dit, que nos sources sont incomplètes. Interdisent-elles pour autant de construire une démonstration ? Résumons le déroulement des choses.

Un cycle protestataire

Lors de la manifestation du 12 novembre 1990 (manifestation « du pont de l'Alma » ou « du magasin C&A »), des casseurs d'un genre nouveau (« non politiques », pour reprendre les termes des interlocuteurs de l'Unef) font leur apparition dans des manifestations de jeunes. Leurs successeurs, peu à peu, pilleront les manifestants eux-mêmes, voire les agresseront sans intention acquisitive. Ce cycle s'ouvre alors que la Préfecture est frappée d'une incapacité pratique : elle n'a pas trouvé de successeur aux pelotons voltigeurs mobiles. Cette période d'incapacité pratique connaît une sorte de premier moment d'apogée lors des manifestations contre le projet de CIP au printemps 1994, lorsque apparaissent les premières violences crapuleuses contre des manifestants. La Préfecture et les organes de maintien de l'ordre entament une mue vers le judiciaire (recours accru au filmage des manifestants pour identification judiciaire ultérieure), mais ne savent toujours pas comment intervenir sans encourir de risques trop grands, compte tenu de ce que le gouvernement Chirac avait perdu dans la nuit du 6 décembre 1986. Le cycle qui s'est ouvert a offert une fenêtre d'opportunité toujours plus large aux auteurs de violence.

De l'incapacité pratique à l'interdit symbolique

L'ironie de l'histoire est que cette inclination structurelle à l'inaction a contredit les évolutions de la doctrine et des pratiques policières en matière de maintien de l'ordre, qui tendaient au contraire depuis le début des années 1990 à faciliter la mobilité des agents.

L'organisation policière apprend de ses échecs, et modifie peu à peu sa doctrine, jusqu'à la renverser tout à fait. Alors que le maintien de l'ordre consistait auparavant en un déploiement d'une unité irréfragable formée d'au moins soixante agents (une demi-compagnie), c'est désormais le « binôme » (deux fonctionnaires) qui est la pierre philosophale de l'intervention face à une foule protestataire. Cette évolution, qui se mettait en route lors de la campagne d'entretiens menée avec Olivier Fillieule à l'été 1995, est désormais achevée, fondée chez les CRS sur l'articulation SPI-SAM (section de protection et d'intervention doublée d'une section d'appui et de manœuvre), et chez les gendarmes mobiles sur les ELI (équipes légères d'intervention). La finalité de ces transformations est, on l'aura compris, le contournement de la dissolution des voltigeurs, pour donner aux unités constituées la possibilité d'intervenir en manifestation et d'interpeller les auteurs de trouble par une action ciblée.

Mais les logiques disruptives à l'œuvre dans les manifestations de la jeunesse se sont poursuivies, inchangées et même considérablement accrues, du mouvement de 1999 à celui de 2006 en passant par 2005, sans doute le plus violent. La mort de Malik Oussekiné a frappé le maintien de l'ordre en « manifestations jeunes » d'incapacité pratique, puis symbolique. Le paradoxe consiste à avoir des policiers toujours mieux formés à la mobilité, l'intervention, l'interpellation, et à en user toujours moins. Mike King et Clifford Shearing estiment que la police a le pouvoir « d'incapacitation sélective³² » des manifestations (facilitant l'accès à la rue de certaines organisations et empêchant d'autres). Ce faisant, ils surestiment la puissance policière, ou négligent sa dimension proprement politique. En France, dans les contextes que nous avons exposés, le maintien de l'ordre est au contraire frappé d'incapacitation symbolique. L'incapacitation n'est pas pratique ; elle se joue sur le terrain éminemment politique, c'est-à-dire sur celui du transport sur la scène du récit politique de ce qui se joue dans la rue.

Une sociologie politique des violences collectives

Le 23 mars 2006, sur l'esplanade des Invalides, la police assiste impavide à une demi-heure, une heure ou plus, selon les témoignages, de violences, tabassages, dépouilles,

³² M. King, « D'une gestion policière réactive à la gestion des manifestants ? La police et les manifestations anti-mondialisation au Canada », *Cultures et conflits*, n° 56, 2004, pp. 209-247.

bollossages, etc. Quelques jours plus tard, le 28, la manifestation qui s'achève place de la République ne donne à voir aucune violence de cette sorte. Entre ces deux événements, deux récits politiques se sont déroulés.

Le premier est celui de la restauration de l'ordre, de l'homme providentiel : c'est un récit que Nicolas Sarkozy a clairement assumé, un rôle (au sens propre du terme) qu'il a endossé auprès de tous (policiers, syndicalistes, journalistes). Il en est le locuteur et le créateur. C'est un récit à la voix active.

Le second est celui du désordre et de la racaille. C'est un récit dont on ne peut dire que Nicolas Sarkozy est le créateur, puisque l'on ne peut donner plus de corps à notre hypothèse démiurgique que celui de l'inférence. Mais Nicolas Sarkozy en reste le locuteur, et son bénéficiaire majeur, même si le jour-même de l'esplanade des Invalides les images parlent pour lui. C'est un récit à la voix passive.

On fera l'économie, dans ces quelques mots de conclusion, de la démonstration de la prise de rôle de Nicolas Sarkozy dans la mise en scène de l'homme providentiel. Plus complexe est la question du récit « à la voix passive » qui caractérise la manifestation de la racaille.

Les sociologues ont usé d'une grande énergie, ces dernières années, afin d'identifier ce que le langage populaire, consacré par le politique ou l'auto-appellation, désigne comme « la racaille ». Ils ont mis en évidence les limites de la stratification sociale classique, et montré que ce groupe social relève d'un croisement entre une dimension héritée (la classe sociale) et une dimension conjoncturelle (la durée de la vacance avant l'entrée sur le marché du travail). Il est dommage que ce terrain de la stratification sociale n'ait plus été investi par les politistes, beaucoup plus sensibles aux logiques de situation et aux effets d'opportunité. La leçon de Karl Marx aurait pu être profitable, et tout autant son erreur sociologique inaugurale.

Karl Marx, on s'en souvient, a vu la racaille sous les traits des bandes de sous-prolétaires armés par le gouvernement provisoire de la République en juin 1848. Pourtant, comme l'a montré la recherche au siècle suivant, rien ne distinguait sociologiquement les groupes labellisés de *Lumpenproletariat* des ouvriers qu'ils massacrèrent. La leçon de sociologie politique a été tirée par Mark Traugott : ce n'étaient pas leurs sociographies qui distinguaient massacreurs et massacrés en 1848, mais la politisation antagoniste des uns et des autres³³. Les gardes mobiles procédaient en effet des jeunes inactifs célibataires rassemblés par le gouvernement provisoire au sein des Ateliers nationaux, où leur vie commune se bornait à partager l'oisiveté rémunérée sur les fonds publics (le travail qui aurait pu les occuper manquait cruellement), et surtout par le ressentiment que le gouvernement entretenait à leur égard parmi

³³ M. Traugott, *Armies of the Poor. Determinants of Working-Class Participation in the Parisian Insurrection of June 1848*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

les prolétaires qui avaient fait Février. Lorsque ces derniers représentèrent une menace que le gouvernement provisoire ne pouvait plus juguler par lui seul (faute de force et de légitimité suffisantes), il forma les ouvriers des Ateliers en gardes mobiles, renforça leur isolement social, leur loyauté interne et leur déférence à l'égard de leurs chefs, et ces gardes mobiles se déchaînèrent contre le prolétariat manifestant, en juin. Rien, sociologiquement, ne distinguait massacreurs et massacrés, mais tout politiquement.

Nous retiendrons de cela qu'il est indispensable de considérer les variables contextuelles pour comprendre les phénomènes de violence collective. La démarche de Traugott s'étend sur les quelques semaines qui s'écoulèrent entre février et juin. La nôtre, qui n'a pas l'avantage des données dont Traugott disposait, resserre l'observation sur la dynamique de l'événement lui-même, au sein d'un cycle long d'une vingtaine d'années (en gros, de 1986 à 2006). Il est possible qu'à l'inverse nous réifiions la notion de contexte politique ou de structure des opportunités. Mais il faut noter que pour l'heure la recherche n'est pas parvenue à identifier un profil sociologique commun et discriminant des jeunes qui se livrèrent à la violence contre les autres jeunes. Des monographies telles que celle, citée, de Palheta suggèrent une ligne de fracture à l'intérieur-même des établissements secondaires entre élèves des différentes filières, sans toutefois poursuivre l'analyse jusqu'à l'observation des violences au cours de la manifestation. Les observations de Bronner, si elles rendent bien compte de la nature de la violence exercée, restent peu loquaces sur le caractère discriminant de l'origine sociale des jeunes impliqués. Force est de donner aux logiques mêmes de la confrontation leur poids propre dans la dynamique de constitution des forces sociales impliquées. La police, ou du moins ses conditions politiques d'intervention sur le terrain, fabrique du politique.

Entre ceux et celles qui frappent et ceux et celles qui sont frappés, peut-être pas tant un écart de condition que quelques menues différences de socialisation à la violence, de goût du risque, d'évaluations des opportunités et d'affinités nouées au fil des désordres qui se multiplient au cours de la manifestation et que rien ne paraît être en mesure d'arrêter, d'évaluations du risque qui amènent pendant un temps à manifester, et le temps suivant à singer la violence, ou à en user sans apparente limite...

En 1848, le gouvernement provisoire gagna dans l'épreuve du sang la guerre sociale qu'il avait engagée contre le prolétariat naissant. En 2006, le lieu de l'épreuve n'est pas la rue, mais le récit des combats de la rue. Pour ainsi dire, le combat de Nicolas Sarkozy avait des allures théologiques. Le 28 mars 2006, il est l'homme providentiel, celui qui arrête le déclin, le chaos, la barbarie, le Katechon qu'invoque Carl Schmitt. Mais on sait aussi que le terme « manifestation » dérive de son acception chrétienne, où la manifestation est le « fait, moyen par

lequel Dieu se manifeste ou devient sensible » (*Robert*, vol. 6, 1985, p. 220). Le 23 mars, le chaos des événements ressuscitait le sens premier de la « manifestation » en révélant la racaille dans des conditions pures, telle qu'elle ne s'était jamais laissée voir ; comme si toutes les conditions se réunirent, ce jour-là, pour que le verbe de Nicolas Sarkozy, qui disait la fracture fondamentale entre barbarie et civilisation, s'incarnât. Sous les pavés, donc, deux récits : un récit à la voix active, par lequel Nicolas Sarkozy arrête le désordre, et un récit à la voix passive, par lequel la racaille se manifeste.